

L'INSTITUT FRANÇAIS DE HAUTES ÉTUDES DE ROUMANIE (1924–1941)

GEORGIANA VĂTĂJELU

I. LA CRÉATION DE L'INSTITUT FRANÇAIS DE HAUTES ÉTUDES EN ROUMANIE

a) INSCRIPTION DANS UNE CONTINUITÉ TRADITIONNELLE ET NOUVEAUTÉ. DE LA PROPAGANDE VERS LE RAYONNEMENT

Si le goût des voyages avait facilité une première connaissance des Principautés roumaines, sur initiative privée et ponctuelle, le XVIII^e siècle représente l'époque où les relations entre la France et les Roumains commencent à se construire. Dans le contexte politiquement favorable du rapprochement franco-turc, et privilégié par les princes phanariotes dans les Principautés roumaines, le français, langue diplomatique par excellence, représentait un signe de distinction sociale et culturelle des boyards des Principautés. Ces derniers commandaient des journaux français, employaient des secrétaires et des précepteurs français et s'employaient même parfois à composer des vers, ou à traduire de la littérature française en roumain¹.

Avec les premiers consuls français – Charles Flûry et le vice-consul Parrant, pour la Moldavie, arrivés en fin 1796 – et les révolutionnaires de 1789 réfugiés dans les Principautés, une première image de la France, telle qu'elle était à l'époque, ainsi que des idéaux des Lumières se propagèrent parmi les... boyards, la seule catégorie sociale préparée à la recevoir: «Sous l'influence des «idées françaises», les conceptions nationales modernes se cristallisèrent»². Même si la fin de la mission des premiers représentants français allait être pressée à cause du

¹ A titre d'exemple: Barbu Știrbei recevait des journaux français par l'intermédiaire d'une agence de presse autrichienne; Constantin Conachi écrivait des vers en français et nous laissait es premières traductions en roumain, le précepteur des enfants de Constantin Morouzi était un ancien secrétaire de Voltaire, Toupet – in: Dan Berindei, *Les Roumains et la France au carrefour de leur modernité*, Etudes danubiennes, tome XVIII/1–2, 2002, pp. 12–13.

² *Ibidem*, p. 23.

mécontentement de la Turquie par rapport à la campagne en Egypte, d'autres suivraient, en signifiant l'intérêt de plus en plus grand de la France pour les Roumains. La mission de Bois le Comte, en 1834, suivie d'un rapport complet sur les Roumains – considérés comme population, et non pas en fonctions des frontières de l'époque – le prouvait³.

Tous ces contacts avec la pensée française, renforcés par l'engouement des jeunes boyards pour les études à Paris ont favorisé la transmission des idéaux de la révolution de 1848 en Moldavie et en Valachie. En 1847, il y avait à Paris une bibliothèque roumaine, ainsi qu'une association d'étudiants qui défendait l'enseignement en roumain dans leur pays. De même, certains des jeunes roumains sont descendus dans les rues avec le peuple de Paris, en partageant non seulement un enthousiasme révolutionnaire, mais aussi un idéal de liberté qu'ils voulaient vivre dans une nouvelle société roumaine. La révolution roumaine fut étouffée par l'intervention des armées russe et turque, mais un gouvernement révolutionnaire s'était avéré possible. Et les révolutionnaires roumains exilés, la plupart de retour en France, continuaient à entretenir leurs contacts avec leurs amis et maîtres. La contribution des professeurs du Collège de France, Jules Michelet et Edgar Quinet à la diffusion des connaissances sur les Pays Roumains, ainsi que de leur recherche de modernité avait attiré l'attention publique à leur sujet, en encourageant les démarches des Roumains.

Enfin, dans le contexte de la guerre de Crimée, l'appui politique et diplomatique de Napoléon III pour la création des Principautés Roumaines Unies fut inestimable. La première Agence diplomatique roumaine avait été accueillie à Paris. Pendant le règne d'Alexandru Ioan Cuza – qui avait continué la tradition d'employer des secrétaires français –, une délégation de spécialistes de France a été invitée à accorder son assistance à la mise en place de la nouvelle administration.

Les conseils et les désaccords exprimés lors des entrevues privées avec le représentant de la Roumanie à Paris, ainsi que la politique secrète de Napoléon III ne sont pas apparues dans le premier plan diplomatique, où celui-ci a continué à soutenir la Roumanie. Réciproquement, les manifestations de l'opinion publique roumaine lors du dénouement de la guerre franco prussienne montraient le fait que la France bénéficiait de sympathies durables dans notre pays.

Les vingt dernières années du XIX^e siècle ont marqué un espace plus silencieux dans les relations franco-roumaines: la France orientait ses efforts vers sa politique intérieure, la Roumanie devait compter avec les réalités de son contexte géopolitique – annexion d'une partie de la Bessarabie par la Russie – et adhérer à la Triple Alliance. Ce nouveau contexte n'eut pourtant pas d'emprise déterminante sur la vie culturelle de la Roumanie: «Ce fut aussi au cours de ces dernières décennies du XIX^e siècle que Bucarest devint le Petit Paris, par ses édifices, mais surtout par le style de vie et l'atmosphère qui s'y retrouvait.»⁴

³ *Ibidem*, pp. 39–42.

⁴ *Ibidem*, p. 219.

Les relations immédiates avec la culture et l'humanisme français étaient assurées par plusieurs institutions en Roumanie: une Société française de bienfaisance existait depuis 1853, une école française était créée à Brăila en 1895 et trois écoles administrées par des pères missionnaires existaient en 1905. Avant 1918, les sœurs de Notre Dame de Sion, présentes à Bucarest, Galați et à Iași exerçaient aussi une activité d'enseignement en français.

Les subventions que le Ministère des Affaires Etrangères français accordait séparément à ces œuvres ont été centralisées, tout d'abord par la création de l'Alliance française (en 1883), ensuite par celle du Service des Ecoles et des Œuvres Françaises, en 1909: «En règle générale, la conjoncture appelait naturellement à une centralisation, à un contrôle, à un dirigisme, que la situation faisait mieux accepter, même par les congrégations.»⁵

Pendant la première guerre mondiale, ce dernier service fut transformé en Bureau d'information et de Propagande. L'action culturelle devenait un des moyens d'entretenir les relations avec les pays alliés ou neutres. La Roumanie entra en guerre, à côté des Alliés, le 14/27 août 1916. Sa décision, qui créait un autre front, en Europe Centrale, éloignait une partie des armées de la Triple Alliance de Verdun. Après la perte de la Transylvanie et de la Valachie, pendant l'été 1917 l'armée roumaine réussit à obtenir des victoires encourageantes. Une mission militaire française, dirigée par le général Berthelot, l'accompagnait dans ses succès. Celle-ci était accueillie avec beaucoup de sympathie par la population. C'est en 1917 que le général français dressa un plan de coopération avec la Roumanie, dans le perspective de l'après guerre. La volonté d'ouverture se manifestait à plusieurs niveaux: une vente de produits français à bas prix était organisée et appuyée par la Légation de France, des plans d'investissement étaient dressés et en même temps on esquissait des projets d'échanges universitaires. Le refuge en Moldavie rendit impossible une éventuelle mission de professeurs de France, mais l'initiative française a été reprise par le ministre roumain I. G. Duca. C'est ainsi que pendant l'été de 1917 une délégation était envoyée en France, composée par les professeurs des Universités de Bucarest – Charles Drouhet, Hurmuzesco, Traian Lalesco, S. Mandresco, E. Pangrati, de Iași – I. Găvănescu, O. Tafrali, I. Ursu et Ion Nistor de l'Académie Roumaine.

La révolution rouge détermina aussi le changement de la position de la Russie par rapport à ses engagements envers la Roumanie. Mais le roi Ferdinand refusait de promulguer le traité de paix proposé après l'armistice du 11 novembre. La Roumanie trouva les ressources de finir la guerre aux côtés des Alliés.

Issue victorieuse de la guerre et des traités de paix, la France souhaitait être présente en Europe Centrale, afin d'assurer la stabilité du système de Versailles et

⁵ François Roche, Bernard Pigniau, *Histoire de diplomatie culturelle des origines à 1945*, la Documentation Française, 1956, Paris, p. 37.

d'exprimer ses idéaux d'humanisme, qui allaient devenir une des priorités de sa politique culturelle. A l'initiative du gouvernement roumain, les échanges ont été abordés au début dans une perspective globale.

La première mission française, arrivée le 9 mai 1919 à Bucarest, était composée de professeurs, mais aussi d'un représentant du ministère des Finances et un représentant des Douanes. Mais les accords imposaient une mise au point plus au moins difficile, en relation avec le domaine d'intervention. La mission suivante, dirigée par Lucien Poincaré, en juin 1919, fut donc exclusivement universitaire. En étant accueillie avec toute l'attention du gouvernement roumain, elle avait abouti à un résultat concret très encourageant: la signature de la «Convention relative au recrutement, au statut et au traitement du personnel universitaire mis par le gouvernement français à la disposition du gouvernement roumain».

Le Service des Œuvres Françaises, reconstitué en 1920, allait destiner quatre-vingt dix de ses crédits à l'Europe.

En Roumanie, la reconnaissance envers la position de la France lors des traités de paix se répercutait de façon positive non seulement au niveau politique, mais aussi dans l'opinion publique. Forts de ces avantages, les professeurs français envoyés en mission en Roumanie désignaient le rôle du français dans l'enseignement: «Le français y sera considéré non pas seulement comme une langue d'usage pratique, mais essentiellement comme une langue de culture morale, jouant dans l'éducation roumaine un rôle analogue à celui des langues mortes dans l'enseignement classique français; la culture française s'y ajoutera ainsi, en Roumanie, dans l'enseignement à forme classique, à la culture latine, et remplacera celle-ci dans l'enseignement sans latin.»⁶

b) NAISSANCE DU PROJET ET INAUGURATION DE L'INSTITUT FRANÇAIS DE BUCAREST

A l'époque, six instituts français étaient déjà créés en Europe: quatre qui dataient de l'avant-guerre: Athènes – 1907, Florence – 1909, Londres – 1910, Madrid – 1913; deux d'après-guerre: Barcelone, Naples, 1919. Parmi les instituts de l'Europe Centrale, celui de Bucarest, créé à la même époque que l'Institut de Zagreb (1924) reflète, avec les instituts de Varsovie, Prague et Belgrade, l'agrément français pour le groupe des pays de la Petite Entente⁷.

En ce qui concerne l'Institut de Bucarest, sa création constituait un développement tout à fait naturel de la présence française en Roumanie. Les rapports des missions préparatoires de la convention relative à l'enseignement de

⁶ Rapport sur les travaux de la Ministre Française à Bucarest pour la réorganisation de l'enseignement roumain, le 31 mai 1919, Mario Roques (Archives MAE, Nantes, carton Bucarest, 156).

⁷ Annie Guénard, *Les Instituts Français en Europe Centrale et Orientale dans les années 30*, in «Paris, Capitale culturelle de l'Europe Centrale?», Institut d'Etudes Slaves, Paris, 1997.

1919 établissaient un accord de principe pour l'assistance française à tous les niveaux de formation. La décision de supprimer le poste d'inspecteur de l'Académie que Le Téo occupait, signifiait que du point de vue du Gouvernement roumain la Mission universitaire était déjà bien installée dans l'enseignement secondaire roumain en début d'été 1924. Malgré l'attachement de Le Téo pour la Roumanie, sentiment qui le faisait incliner pour une prolongation de son séjour, ses rapports montraient un progrès certain de la mission, ainsi qu'une stabilité acquise. La mission française commençait à se développer dans l'enseignement secondaire. En revanche, à l'exception du centre de Cluj, les autres universités du pays n'exprimaient pas de demandes importantes de professeurs français. L'Institut de Bucarest voyait ainsi le jour au bon moment.

Tel que les archives le mentionnent, c'est un projet qui retrouve ses sources dans un dessein incontestable du Quai d'Orsay, mais aussi dans les liens professionnels et d'amitié de quelques grands professeurs, grâce à qui toute une organisation pratique fut possible. C'est ainsi que les entretiens des représentants du Service des Œuvres Giraudoux et Marx avec le professeur Henri Focillon, qui enseignait l'histoire de l'art à Lyon virent naître, en 1922, l'idée de la création d'un Institut français à Bucarest. L'idée trouva un appui immédiat chez plusieurs professeurs roumains, dont Nicolae Iorga, ainsi que Jean Cantacuzène. Ce dernier allait s'investir de la façon la plus concrète dans son aboutissement: «Cantacuzino, très heureux de voir l'Institut prendre peu à peu âme et corps, et qui veut l'entourer d'un bouquet de sympathies rares, éclatantes et choisies, assure que la présence du général Berthelot à notre premier synode serait utile et d'un puissant effet en Roumanie, où ce militaire jouit d'une popularité considérable et d'un domaine de récompense nationale.»⁸

Comme pour la convention de 1919, un voyage préliminaire allait être prévu en Roumanie. Les propositions qui résultèrent à la suite de cette mission, effectuée par Henri Focillon du 3 au 26 juin 1923 furent approuvées par Raymond Poincaré le 7 septembre. L'initiative du Quai d'Orsay fut portée ensuite à la connaissance du Ministère de l'Instruction Publique, qui était informé sur le type de coopération envisagée: «La réalisation de ce projet, qui a recueilli l'approbation des autorités universitaires en Roumanie, permettra, au moyen des missions temporaires confiées à des maîtres de notre enseignement supérieur, de tenir les professeurs et les techniciens roumains au courant de leurs méthodes et de leur perfectionnement. De jeunes savants français poursuivront en même temps en Roumanie des recherches scientifiques, notamment dans les domaines de la philologie, de la géographie, de l'archéologie et de l'histoire.»⁹

⁸ Le 23 octobre 1923, lettre Henri Focillon – Jean Marx (Archives MAE, Nantes, carton SOFE 183).

⁹ Le 31 octobre 1923, Peretti de la Rocca à Coville, directeur de l'enseignement Scientifique (Archives MAE, Nantes, carton SOFE 183).

Cette proposition était l'expression d'une préoccupation pour un échange véritable: des professeurs allaient faire connaître leur enseignement et leurs méthodes en Roumanie, en assurant le rayonnement de la France, et une vague de sympathie dans les rangs des étudiants, voire le souhait de poursuivre les études dans les universités françaises. En même temps, la Roumanie allait bénéficier de la présence de jeunes chercheurs qui dédieraient leur temps et leur science à l'étude de la culture française.

La future organisation de l'Institut de Bucarest fut discutée plus en détail lors de la première réunion du Comité de direction de Paris, le 6 novembre 1923, où les Recteurs des universités étaient invités à côté des responsables des deux ministères tutélaires et leurs collaborateurs. Etaient présents: Georges Petit-Dutaillis (Office National des Universités françaises), de Lacroix (Section Europe, Ministère des Affaires Etrangères), Jean Giraudoux, Jean Marx (Service des Œuvres françaises à l'Étranger), Charléty (Recteur de l'Académie de Strasbourg), Cavalier (Recteur de l'Académie de Lyon), Emmanuel de Martonne (Faculté de Lettres, Paris), Mario Roques (Ecole de Langues Orientales, Paris), Henri Focillon, Jean Cantacuzène, le général Berthelot. La salle de cette première séance avait une valeur symbolique: les commissions territoriales des traités de paix de 1919 y avaient tracé la nouvelle frontière de la Roumanie. Les échos de la guerre se firent entendre dans l'allocution d'ouverture de Laroche, directeur adjoint des Affaires Politiques du C. F. I.: les alliés devaient rester unis pour «alimenter l'âme de la nation refondue» à travers les liens intellectuels poursuivis en une «forme régulière»¹⁰. Ce discours est inspiré entièrement de l'idéal de civilisation humaniste que la France se proposait de transmettre dans le monde par sa politique culturelle d'après-guerre.

L'Institut français se fixait déjà des objectifs scientifiques et techniques. Ses membres allaient s'employer à assurer leur mise en place tout le long des années 20. Le projet avait reçu aussi l'accord préalable du Recteur de l'Université de Bucarest, Emil Pangrati, et des professeurs, G. Țițeica, Nicolae Iorga, Emil Racoviță, Jean Cantacuzène. Ce dernier hébergea l'Institut pendant la première période de son fonctionnement.

Dès le début, les fondateurs ont souhaité préserver l'autonomie de l'Institut, en déclinant l'offre aimable d'aide de la part du ministre de France, Manneville. «Le projet m'intéresse beaucoup et je voudrais ne rien négliger de ce qui pourrait le faire réussir.»¹¹ La solution provisoirement choisie était mixte: le foyer au premier étage de la Maison des Français, Place Lahovary, et le bureau gracieusement offert par l'Institut de Jean Cantacuzène.

La question de l'installation de l'Institut constitue une préoccupation constante des administrations pendant l'entre-deux-guerres. C'est ici une des

¹⁰ Discours de Laroche.

¹¹ Le 9 octobre 1923, lettre de Manneville (Archives MAE, Nantes, carton Bucarest, 171).

difficultés communes à des œuvres d'une telle importance dans des sociétés qui recherchent et construisent de nouveaux repères. Elle ne recevrait de l'importance qu'en tant que prétexte évoqué par une partie ou une autre lors de confrontations souhaitées indirectes.

Le dernier élément d'organisation et parmi les plus importants, le programme et son budget allaient être établis en accord avec les désirs exprimés par le Comité Roumain et mis en pratique par la suite par le secrétaire nommé de l'Institut, Lionel Bataillon.

Nous pouvons remarquer qu'en fin d'année 1923 toutes les mesures avaient été prises pour une ouverture de l'Institut à Bucarest qui ne tarda pas. L'inauguration du 29 mai 1924 bénéficia de l'attention de la plus haute société roumaine: le Roi Ferdinand même en assura la présidence et le secrétaire général de l'Institut devint officier de l'Etoile de la Roumanie. Le Comité de Paris avait saisi cette occasion, idéale, pour commencer la série de conférences en Roumanie. Le chef de la mission de 1924 fut Emmanuel de Martonne, dont l'activité pendant la Conférence de Paix, ainsi que les excursions scientifiques dans le pays manifestaient une amitié de longue date pour la Roumanie. Il était accompagné par les professeurs Caullery (Faculté de Droit de Paris), Policard (Faculté de Médecine de Lyon) et par l'abbé Breuil (Institut de Paléontologie humaine de Paris). La diversité des sujets traités: des recherches en cytologie jusqu'aux ressemblances des Alpes et des Carpates allait engendrer à l'Institut une atmosphère de recherche enthousiaste.

Les objectifs de l'Institut français, tels qu'ils étaient formulés en 1924, relevaient essentiellement d'une volonté de rayonnement universitaire. Ils allaient être maintenus tout au long des années 20 et 30. En même temps, ses activités n'allaient pas se limiter à la transmission de méthodes de recherches.

En 1925, les fonctions d'administrateur de l'Institut et de secrétaire de la Mission Universitaire étaient accomplies par une seule personne. Une simple motivation contextuelle ne semble pas justifier entièrement une telle décision. Si les documents ne nous autorisent pas à avancer avec certitude l'idée d'une volonté de créer un centre unique de toute les activités d'échanges intellectuelles avec la Roumanie manifestement exprimée dans les années 20, les objectifs et les activités de l'Institut pendant la décennie suivante nous obligent à le constater comme un état de fait.

c) DÉBUT DE L'ACTIVITÉ. RÉUSSITES ET NOUVEAUX OBJECTIFS

Les mécanismes essentiels qui assuraient les échanges culturels franco-roumains étaient l'Institut Français de Bucarest et la Mission Universitaire Française en Roumanie. Bien que ces deux formes d'organisation aient gardé leur identité initiale, une sorte d'union de fait fut réalisée à partir du printemps 1925, leur direction étant assurée par Paul Henry.

Né dans une famille d'enseignants à Reims en 1886, ancien élève de l'École Nationale Supérieure, il était agrégé d'histoire géographique. Pour avoir assuré le poste de lecteur de l'Université de Cernăuți (1921–1924), il parlait très bien le roumain. En même temps un des premiers pensionnaires de l'Institut (depuis 1924, quand il était nommé secrétaire de la Mission Universitaire), il préparait une thèse sur l'art des monastères de Bucovine, publiée en 1930¹². Son expérience de travail en Roumanie, ses préoccupations scientifiques, ainsi que les appréciations des inspecteurs le désignaient pour accomplir sa nouvelle mission: «Je puis dire tout de suite que ce choix a été très heureux... Ce jeune homme a beaucoup de bonne volonté, l'esprit précis et le sens de l'administration.»¹³

Au niveau central, l'Institut était géré par un Comité français qui se réunissait à Paris trois fois par an pour désigner les pensionnaires, pour examiner le budget – géré par le ministre de France à Bucarest – et la liste des chargés de mission. Il tenait compte dans ses prises de position de l'opinion d'un Comité roumain. La subvention des œuvres était assurée par le Ministère des Affaires Etrangères français et sa direction scientifique par l'Université de Paris.

Son activité avait pour but de faire connaître au public roumain les méthodes de travail et le développement de la science française. Les résultats obtenus par ses membres – chargés de mission pour l'enseignement public, conférenciers, pensionnaires en préparation de thèse ou jeunes savants qui effectuaient un stage d'une année renouvelable en Roumanie – devaient être publiés. En plus des collaborations des membres aux diverses publications scientifiques et des articles de presse qui faisaient écho à leur passage dans le pays, un bulletin spécial de l'Institut, «Mélanges» fut publié entre 1927 et 1929. Grâce à cette revue, nous pouvons reconstituer la situation des conférenciers et des pensionnaires dans les années 20¹⁴.

Les conférences étaient assurées en grande partie par les membres du Comité de Paris, qui réservaient chaque année leur agenda à des interventions dans les universités roumaines. Il y avait en moyenne quatre à cinq conférenciers par année. Leurs préoccupations touchaient non seulement le public d'étudiants, mais aussi le public large, pour lequel ils préparaient une présentation spéciale de leur activité.

Après les conférences d'inauguration, l'année 1924 se clôt par une dernière visite, celle de Mario Roques. Il habitua son public à des sujets divers, jamais les mêmes, accompagnés de travaux pratiques qui allaient être repris par les autres universités: deux séries de cours, «Le théâtre comique au Moyen Age» et «La géographie linguistique», dont il était l'un des parents, et des travaux pratiques pour «Aucassin et Nicolette». L'intérêt de ses interventions ne fut pas seulement

¹² André Godin, *Une passion roumaine. Histoire de l'Institut français de hautes études en Roumanie (1924–1948)*, Paris, L'Harmattan, 1998.

¹³ Petit-Dutaillis, en inspection dans les Balkans, 1924 (Archives MAE, Nantes, carton SOFE 184).

¹⁴ cf. *Mélanges*, 1927, édition «Cultura Națională», Bucarest, 1928.

scientifique, mais aussi méthodologique: «Il donna, avec l'autorité de son expérience et de son amitié, des conseils judicieux et éclairés.»¹⁵

Comme le programme de novembre 1924 le mentionnait, les sciences humaines restèrent un choix permanent de la présence universitaire en Roumanie. En 1925, par exemple, Henri Focillon, qu'on verrait revenir aussi en 1928 et 1929, donnait une série de conférences à Bucarest, Iași et Cernăuți sur les notions essentielles de l'histoire de l'art ou sur l'histoire des paysagistes français. Ses activités en Roumanie sont des plus diverses: en 1928 il rédigea un rapport pour la Société des Nations sur les musées de Roumanie. La même année il contribua aussi aux études de folklore comparé, avec une conférence sur les tapis d'Olténie et de Bessarabie. L'année suivante, le professeur Meillet – il enseignait la philologie comparée, au Collège de France – donnait un cours sur l'origine du latin vulgaire et Emmanuel de Martonne présentait ses découvertes personnelles concernant l'indice d'aridité en morphologie.

D'autres domaines de collaboration s'avèrent être le droit – la présence du professeur Duguit, le doyen de la Faculté de Droit de Bordeaux, avec un cours sur les doctrines de droit public en France et en Allemagne, en 1925 –, la médecine – le Dr. Sorrel, Directeur de l'Hôpital maritime Berk sur Mer, en 1925, le Dr. Mouriquand, professeur en médecine à Lyon, ainsi que le Dr. Sergent, professeur en médecine à Paris, en 1926 –, l'histoire – Jérôme Carcopino, professeur d'histoire romaine à la Sorbonne, en 1925, qui fut suivi par Ferdinand Lot, professeur d'histoire médiévale dans la même université, en 1927. Les représentants des sciences naturelles enseignaient aussi leurs découvertes, tout en élaborant des travaux sur la Roumanie – le professeur Perez organisa une excursion scientifique dans le Delta du Danube en 1925.

Après une première période d'expérimentation du système envisagé en 1924, le souhait d'approfondir les échanges universitaires se manifestait vers 1928. Les objectifs fixés étaient déjà accomplis, mais besoin il était de les affiner.

Les différentes remarques des professeurs mettaient en évidence l'importance très grande des contacts personnels et de la fréquence appropriée des visites, à travers les difficultés rencontrées: «Les missionnaires français passent parfois comme des météores, alors qu'il y aurait intérêt à les faire rencontrer plus souvent avec leurs collègues, et non pas seulement en visite d'amitié, mais en conférence scientifique.»¹⁶ Le professeur Jean Cantacuzène envisageait aussi un entretien préalable avec les doyens des universités, et une diffusion radiophonique des conférences. Un séjour de trois semaines paraissait être approprié pour une influence durable.

La nouvelle loi de l'enseignement universitaire roumain de 1928, soucieuse de poser les bases d'un système viable et stable, ainsi que certaines rumeurs de presse qui soutenaient l'existence d'un projet d'Université française à Bucarest

¹⁵ *Ibidem*, p. 1.

¹⁶ Le 5 décembre 1930, Rapport du Comité de Paris (Archives MAE, Nantes, carton SOFE, 183).

créaient un contexte qui demandait une réaction de la part de l'Institut. Celle-ci ne se fit pas attendre et l'idée d'échange, que Nicolae Iorga mettait en avant depuis le début de cette expérience, trouva son expression dans un accord entre les deux gouvernements qui réglemентаit les visites réciproques des professeurs: en moyenne quatre par an en Roumanie, et deux par an en France. Ainsi, en 1927, il est prévu que les professeurs Iorga, Opresco, Densusianu, Țițeica et Pompeiu puissent soutenir des cours à la Sorbonne, ou ailleurs en France. Chaque gouvernement subventionnait les voyages de ses missionnaires. A la fin des années 20, ce projet représentait une réussite. Mais les conséquences de la crise économique mondiale allaient emporter dans leur tourbillon ce projet de régularité.

Entre 1924 et 1927, l'institut hébergeait cinq pensionnaires. Ils avaient des spécialités différentes: des géographes, élèves d'Emmanuel de Martonne – Robert Ficheux, G. Vergez-Tricom, qui étudiaient les montagnes de Bihor, respectivement de Banat et Timișoara –, un historien, Marcel Emerit – auteur d'une thèse sur l'histoire de la société roumaine au XVIII^e siècle –, un juriste, Balay, préparant une thèse sur la question danubienne – et un naturaliste, Geburtig, qui effectuait des recherches en pathologie végétale.

En 1928, les études de géographie allaient être renforcés par la présence de Suzette Gillet, assistante à Strasbourg et d'André Nordon, docteur ès sciences, qui se proposait d'étudier la région de la Bucovine.

L'activité des jeunes chercheurs était résumée le long de l'année en articles ponctuels publiés par la presse roumaine de spécialité, et parfois couronnée par une thèse, comme c'était le cas pour le directeur de l'Institut, Paul Henry, qui a étudié l'iconographie des monastères de Bucovine, ainsi que de Marcel Emerit, dont la passion pour les réformes de la propriété paysanne et la vie de la société roumaine donna la première étude poussée de ce sujet en Roumanie.

Le séjour des pensionnaires en Roumanie ne peut pas être toujours confiné aux réussites simples des engagements tenus. Le témoigne une très belle description de Bucarest de nos deux géographes, Robert Ficheux et G. Vergez-Tricom. Leur regard enchanté demeure tissé dans le sobre discours scientifique. Ce sont des pages qui reconstituent en même temps l'atmosphère de la ville qui les accueillait, telle qu'elle était à l'époque:

«Quelques minutes de tram nous mènent au centre élégant, la Calea Victoriei, foyer du commerce de luxe et de l'administration. Les ministères s'y allongent dans les anciennes maisons de boyards, dont on a par bonheur respecté les beaux jardins. Aux abords du Palais Royal, l'impression de grande ville s'affirme par les hautes maisons de six et sept étages, les grands hôtels, les bibliothèques, les vastes bâtiments des universités, les librairies, les restaurants, les boutiques d'objets d'art. Une foule très élégante, de luxueuses autos ou de magnifiques attelages encomrent les trottoirs et la chaussée, sans souci des balayeurs, nu-pieds dans la

bue, ou des misérables petits cireurs de bottes installés en plein vent, sur la neige, devant les cafés et les théâtres.»¹⁷

Ils décrivent une capitale, située à une sorte de carrefour de l'Orient et de l'Occident, où la tradition française ne laisse pas indifférent: «Si l'on tient compte de l'espèce de pouvoir magique que semble contenir le nom de Paris, il est loin d'être négligeable, le rôle d'une ville qui, comme Bucarest, est celle où l'élite prend son mot d'ordre, qui acclimate, dans l'Europe Orientale, les productions, les modes, les habitudes, les idées occidentales et surtout françaises.»¹⁸

Si nous souhaitions approfondir encore la présentation de l'atmosphère dans laquelle travaillaient à l'époque les membres de la mission en Roumanie, le rapport du Directeur de l'Office National des Universités Françaises, en tournée d'inspection dans les Balkans, nous est d'une grande aide: «Madame Henry, par son amabilité et son esprit pratique, ne contribue pas médiocrement à établir dans ce petit phalanstère une atmosphère de cordialité, d'honnête bonne humeur et de travail régulier et tranquille.»¹⁹

La présence française dans les universités roumaines n'était pas réduite aux visites ponctuelles des grands professeurs. En 1924, il y avait un lecteur à Iași, J. Voilequin, dont le travail était apprécié, Rousseau remplaçait à Cernăuți Paul Henry et à Cluj existait toute une équipe de professeurs français, en place grâce aux efforts du Recteur Racoviță. Y étaient présents les professeurs: Jeanel – géographie, Auger – littérature française et Thomas – directeur de la section de Chimie biologique de l'Institut Pasteur.

A Bucarest, compte tenu de l'importance de la capitale, le Gouvernement français avait exprimé le souhait de créer une chaire d'histoire et de civilisation française. La demande fut approuvée par le ministre Angelesco le 22 avril 1922. Mais après le départ de Paul Bataillon, ce poste resta vacant. En 1925, le Comité de direction de l'Institut formulait des projets de faire revivre ce poste, dans la perspective plus large de la présence française en Europe Centrale: «il y aurait intérêt à élargir les attributions de la chaire de civilisation française de l'Université de Bucarest et de lui donner le caractère d'un Centre d'Etudes d'Art occidental, groupé autour de l'histoire de l'art français. Je ne verrais que des avantages à ce qu'un professeur roumain qualifié à la fois par ses études sur la France en général et sur l'art français en particulier fût chargé de cet enseignement.»²⁰ C'est ainsi qu'en janvier 1928 le gouvernement roumain y nommait, sur sollicitation de la partie française, le professeur George Opresco pour une période de 5 ans. Cette

¹⁷ R. Ficheux, Vergez-Tricom, *Bucarest*, Paris, 1927, p. 228.

¹⁸ *Ibidem*, p. 231.

¹⁹ *Ibidem*.

²⁰ Lettre du Président du Conseil au Service des Œuvres Françaises à l'Étranger, le 17 mai 1925 (Archives MAE, Nantes, carton Bucarest, 156).

décision contentait la partie française: «M. Briand vient de me faire savoir qu'il a accueilli cette information avec grand plaisir.»²¹

Son premier cours eut lieu le 12 janvier 1929, dans l'amphithéâtre Pârvan, à cinq heures, devant une salle pleine. Avec une fréquence de deux fois par semaine, des sujets émouvants d'histoire de l'art allaient y être évoqués. Parmi les thèmes traités figuraient: «David et l'idée révolutionnaire», «L'épopée contre le classicisme», «Ingres et les préraphaélites français», «Delacroix, l'école de 1830, le paysage romantique». La présence de George Opresco à Bucarest fut malheureusement très courte, à cause de sa nomination comme secrétaire de la Commission de coopération intellectuelle de la Société des Nations. Néanmoins, il fut mandaté par Jean Marx pour acheter des livres et de diapositifs pour une future bibliothèque du séminaire. Cette dernière fut inaugurée en mai 1931, avec un don de mille livres de la part du gouvernement français²².

Malgré la courte durée de cette activité, la continuité des cours de français à l'Université Bucarest fut assurée jusqu'en 1928 par l'abbé Charles, agrégé de grammaire et lecteur: «C'est un homme simple et affable, qu'on retrouve à Bucarest dans toutes les œuvres françaises et qui fournit sans broncher, malgré son âge, un travail énorme.»²³

Bien que le rôle essentiel de l'Institut ait été pensé en termes de collaboration universitaire, nous ne pouvons pas passer sous silence l'activité de la Mission Universitaire Française, d'autant plus que les deux œuvres étaient coordonnées par le même directeur. D'ailleurs, l'ampleur de la Mission la désignait comme l'aspect le plus important de son travail.

Effectif et répartition de la Mission depuis 1923 jusqu'en 1930

Année	Transylvanie	Banat	Bucovine	Bessarabie	Vieux Royaume	Total
23/24	23	6	3	0	8	40
24/25	18	4	2	0	8	32
25/26	13	4	2	0	8	27
26/27	12	4	2	0	8	26
27/28	12	4	2	0	8	26
28/29	15	4	3	1	7	30
29/30	14	3	4	2	8	31

Un tableau de la répartition des professeurs français démontre l'importance accordée à la Transylvanie, où il y avait la moitié des postes, ainsi que les trois

²¹ Lettre du ministre de France à Bucarest à Ion Duca, le 22 mars 1928 (Archives MAE, Nantes, carton Bucarest, 156).

²² «Adevărul», le 16 mai 1931.

²³ Rapport Petit – Dutaillys, le 26 octobre – 16 novembre 1924 (Archives MAE, Nantes, carton Bucarest 155).

professeurs universitaires français de Cluj²⁴. Cette province est suivie dans les statistiques par le Vieux Royaume, où la tradition de l'éducation française devait être renforcée. L'implantation semble avoir été difficile en Bessarabie.

Le fait que plus de la moitié de la mission fût installée dans les nouvelles provinces relève de la volonté du gouvernement roumain d'unifier le système d'enseignement, en imposant tout d'abord la langue roumaine. Le français avait le rôle de seconder la langue nationale, en raison de l'importance de l'affirmation du caractère latin du peuple roumain, mais aussi compte tenu de l'alliance pendant la guerre et de l'appartenance au groupe de pays qui avaient bénéficié du traité de Versailles. Dans un plan local, une relation affective encore plus forte était établie ensuite entre la Transylvanie et l'Alsace et la Lorraine. Bref, l'appui entier que le ministre de l'Instruction Publique, Constantin Angelesco, avait manifesté tout le long de son mandat pour l'étude de la langue française a été décisif pour la bonne évolution de la Mission. En 1924, par exemple, pendant l'étape de préparation de la loi de l'enseignement, le ministre de France à Bucarest appréciait l'importance du modèle français: «Au point de vue français, il y a lieu de noter que, fidèles à la tradition intellectuelle de leur pays et aux idées de nombreux Roumains, qui, comme vous le savez, sont celles du Ministre actuel de l'Instruction Publique, Monsieur le Dr. Angelesco, c'est notre langue qu'ils ont choisie comme auxiliaire de la langue roumaine. Ils ont l'intention de lui réserver une place si importante dans les horaires qu'à la fin du III^e les élèves devront parler couramment et pouvoir aborder dans les lycées ou écoles diverses l'étude de notre littérature.»²⁵ Le système d'enseignement envisagé était le suivant: trois années en secondaire avec quatre à cinq heures par semaine et quatre années de lycée, ou d'école de commerce, normale, séminaire théologique... Le français était la seule langue associée au roumain pendant les études secondaires et son enseignement avait un caractère obligatoire au lycée.

Les résultats des efforts dans les provinces nouvellement intégrées peuvent être appréciés en fonction des différentes étapes de l'évolution de la mission. En 1924, quand les professeurs de français étaient encore présents dans des petites villes, le succès des dernières méthodes de France auprès de fils de paysans très déterminés à apprendre touchait les inspecteurs français. Nous avons, parmi tant d'autres, l'exemple de Gherla: «le lycée est fréquenté par de petits paysans dont certains font un trajet de plusieurs kilomètres, et ce n'est pas un spectacle banal de voir ces jeunes campagnards, engoncés dans d'énormes vestes de laine, débiter avec conviction les phrases de nos manuels de méthode directe.»²⁶

²⁴ Le 15 novembre 1929, rapport Paul Henry au ministre de France à Bucarest (Archives MAE, Nantes, carton Bucarest, 155).

²⁵ Le 1^{er} février 1924, lettre du Ministre de France à Bucarest (Archives MAE, Nantes, carton Bucarest, Ambassade, 171).

²⁶ Rapport Petit – Dutailis, 1924 (Archives MAE, Nantes, carton SOFE, 183).

Une fois les décisions gouvernementales prises, les premières réussites avaient été obtenues vraiment grâce à l'investissement personnel des professeurs et de leurs élèves. Vers 1928, après un voyage dans le pays, considérant la nouvelle loi de l'enseignement secondaire et les tendances protectionnistes de certains intellectuels roumains, Paul Henry constatait qu'un changement s'imposait. L'enseignement en français avait rempli ses objectifs, mais il n'y avait pas d'œuvres touchant la population globale: «Si les discussions officielles et les toasts ont été échangés en roumain et en français, il m'a fallu le plus souvent, dans les entrevues particulières, parler allemand. Les Transylvains s'en excusaient en me disant qu'autrefois ils étaient obligés d'apprendre le magyar et l'allemand et qu'il leur était interdit de faire l'étude d'une troisième langue étrangère. Il n'en sera plus de même pour les générations nouvelles.»²⁷

De même, si les aristocrates du Vieux Royaume étaient naturellement attirés par la France, la classe moyenne qui s'était développée dans la Roumanie d'après-guerre était à conquérir: «Il faut compter que dans un avenir assez proche la Roumanie n'aura plus nécessairement comme président du Conseil ou comme ministre des Affaires Etrangères un ancien interne de Louis le Grand, un ingénieur sorti de la Centrale ou un lauréat de nos facultés de Droit. Si nous voulons maintenir ici notre influence, il faudra que dorénavant la «France» vienne à la Roumanie, car ce pays ne sera plus gouverné dans l'avenir par deux ou trois cents grands propriétaires et avocats enrichis, habituels de l'Orient Express, «parisiens de goût et de traditions»²⁸.

Il envisage donc les solutions de cette première crise qui menace la mission: assurer le plein effectif des professeurs prévus par la Convention de 1919, compléter les dispositions de celle-ci par un envoi régulier de boursiers roumains dans les Universités françaises, favoriser l'établissement immédiat de l'école de Notre Dame de Sion en Transylvanie et encourager les œuvres complémentaires à l'enseignement.

Trois nouveaux professeurs français allaient arriver par la suite en Roumanie, et des livres allaient être expédiés pour les cercles d'Oradea et de Cluj²⁹. Mais le développement des œuvres françaises destinées au public plus large, avec des objectifs autres que l'enseignement serait effectué surtout pendant les dix années suivantes.

Nous avons constaté qu'en règle générale la mission française avait réussi à fonctionner avec succès. Néanmoins, des difficultés avaient été rencontrées et parmi celles-ci, la question du baccalauréat français et des équivalences des diplômes avaient été des plus évoquées.

²⁷ Le 16 novembre 1929, le Ministre de France en Roumanie au Ministre des Affaires Etrangères (Archives MAE, Nantes, carton SOFE, 348).

²⁸ Le 13 octobre 1928, lettre de Paul Henry au Service des Œuvres Françaises (Archives MAE, Nantes, carton Bucarest 155).

²⁹ Bucarest, le 18 juin 1930, l no. 306, Paux au Ministre des Affaires Etrangères (Archives MAE, Nantes, carton Bucarest 167).

L'évolution négative du baccalauréat français était peut être prévisible et explicable. L'examen avait eu lieu pour la première fois en 1922, à l'initiative des professeurs Thévenin, Lebrun et Charles, de l'Académie Féminine. Le jury arrivait de l'Université de Montpellier. En 1924, ils avaient soixante huit candidats, dont trente huit reçus. C'était une des raisons majeures de la popularité et du prestige de cette école. Mais la loi de l'enseignement de 1925 ne reconnaissait sur le territoire de la Roumanie que le baccalauréat roumain. La mesure ne visait pas du tout en premier le baccalauréat français. Le nombre des élèves des écoles françaises ne représentait pas non plus un danger pour l'unité de l'enseignement national roumain. Mais une exception pouvait faire règle...

Le ministère roumain continuait d'ailleurs à rester assez ouvert aux discussions sollicitées par Paul Henry à ce sujet. Appuyé par de Billy, le chargé d'affaires de la France, celui-ci demanda un décret en faveur du baccalauréat français³⁰. Les difficultés matérielles des professeurs français, causées par le retard et la dévalorisation de leur traitement roumain furent évoquées aussi. En dépit du «caractère fuyant des négociations», le ministre roumain avait décidé d'accorder encore deux ans «de grâce» pendant lesquels le baccalauréat français pouvait être encore organisé, avec l'obligation des examens de différence pour les élèves qui souhaitaient voir reconnaître leurs diplômes en Roumanie. Concernant les problèmes financiers, après un accord de principe du ministre de l'Instruction Publique, «encore une fois», tout allait dépendre «du terrible Monsieur Vintilă Bratiano»³¹. Comme prévu, le changement des ministres pouvait induire aussi une différence de politique relative au baccalauréat français. En 1929, l'examen était supprimé à Bucarest. Dans les années 30, il constituera l'objet d'autres efforts et attentions.

Le sujet des équivalences paraît plus difficile à élucider, surtout dans le monde universitaire. Les universités roumaines cherchaient à établir solidement leurs méthodes, qui puissent présenter assez de fiabilité devant le plus grand nombre d'étudiants. Leur ouverture formelle à ce sujet était variable, et souvent en fonction de leur Recteur. Si l'Université de Bucarest acceptait et demandait la collaboration – pour ne rappeler que la période du Recteur Pangrati, qui avait fini ses études en France –, de grands problèmes furent rencontrés avec l'Ecole Polytechnique de Bucarest. Selon l'interprétation de Paul Henry, il s'agissait d'une opposition personnelle de son Recteur, Vasilescu-Carpen, qui considérait que la majorité des étudiants qui avaient réussi à avoir des diplômes françaises étaient des juifs et privilégiaient les diplômes obtenus à Rome, à Moscou, ou en Italie. Quoi qu'il en soit, la situation n'était guère plus favorable du côté français. Le fait que les démarches d'assimilation des écoles supérieures de Roumanie et de France aient été faites de manière inappropriée, avant d'avoir obtenu l'agrément du

³⁰ Rapport du 30 octobre 1925 (Archives MAE, Nantes, carton Bucarest, 171).

³¹ *Ibidem*.

gouvernement roumain, a comme résultat un refus de la part des universités françaises. Il restait les échanges ponctuels, conclus entre deux universités pour une période donnée³².

Les initiatives du Service des Œuvres en ce sens ne rencontrèrent pas non plus une situation de fait favorable. Avec la création d'un règlement pour l'attribution des bourses françaises, qui sont devenues une des préoccupations à importance croissante de l'Institut dans les années 30, un pas allait être fait vers une entente qui deviendrait officielle par l'accord culturel de 1939.

Enfin, avec le temps l'Institut français s'occupait de plus en plus d'œuvres culturelles françaises diverses en Roumanie. Celle qui eut le succès le plus remarquable dans les années 20 fut le développement des écoles privées, mais surtout des écoles religieuses de langue française. Elle reçut aussi l'accord du gouvernement roumain. Son appui fut tellement fort, qu'en 1928, quand la loi obligeait les directeurs des écoles de Roumanie à être des citoyens roumains, le ministre Angelesco avait signé une décision secrète qui permettait aux écoles françaises de maintenir leurs directeurs, ainsi que de choisir ou pas le programme officiel, avec leur droit de publicité.

Les écoles privées en français remplissaient des rôles différents. En Bessarabie, c'était presque les seules institutions où des professeurs français donnaient leur enseignement. Les cours de l'Académie Féminine (Académie Ronsard) de Bucarest étaient fréquentés par un public majoritaire de jeunes filles, en provenance des familles d'intellectuels ou d'employés de commerce. En 1924, deux cent vingt-huit élèves y étaient inscrits, et cent quatre vingt l'année suivante. Il y avait des professeurs de littérature, de géographie, de langue française et un cours était prévu au sujet des institutions françaises. Sa bibliothèque contenait en 1925 quatre cent soixante six volumes et cinq périodiques.

Beaucoup de ces écoles ne possédaient pas de locaux, ce qui rendait difficile leur maintien. De ce point de vue, l'obligation du baccalauréat roumain leur imposait d'autres efforts financiers et de personnel. Mais le gouvernement français a adopté une attitude très favorable à ce changement, en suivant les tendances de l'éducation nationale roumaine: le baccalauréat roumain était admis en France avec équivalence. En même temps, un diplôme ne recevait pas de valeur inconditionnelle, tout simplement parce qu'il était délivré par une école française en Roumanie: les certificats de fin d'étude du Lycée Jeanne d'Arc de Chişinău étaient difficilement reconnus par Paris³³. Pour maintenir son lycée, la directrice avait pensé introduire une section en roumain. Elle obtenait l'accord de Paul Henry en 1931. En tant que seules œuvres françaises en Bessarabie (à l'exception du

³² Par exemple, l'invitation de la Faculté de Théologie de Strasbourg, en 1927, adressée aux étudiants orthodoxes à la suite de l'accord du Patriarce Roumain.

³³ Archives MAE Nantes, carton Bucarest 162.

lectorat de l'Université de Chişinău), les lycées Jeanne d'Arc et Berthelot reçurent des subventions répétées de la part du Ministère des Affaires Etrangères. L'Alliance française essayait de supplier à leur manque de locaux. Mais il semble que les résultats ne furent pas sur mesure.

La tradition des écoles organisées auprès des établissements religieux allait non seulement perdurer, mais représenter une des belles réussites de cette période. Une partie de ces écoles existaient déjà avant la guerre en Roumanie – telle Notre Dame de Sion, qui avait des écoles à Bucarest, à Iaşi et à Galaţi. Les jeunes filles y recevaient une éducation très appréciée et Paul Henry, ainsi que le ministre Angelesco et Jean Marx avaient beaucoup œuvré pour déterminer l'établissement à être présent aussi en Transylvanie, à Oradea.

D'autres congrégations ont organisé aussi des écoles pendant la période même de l'entre-deux-guerres. Nous remarquerons donc à l'égard des écoles religieuses deux points de vue de la politique française: à l'intérieur du pays, où suite à un débat orageux de la société d'avant guerre elles tombaient en disgrâce, et à l'extérieur du pays, où elle contribuaient à l'influence française à l'étranger et à ce titre recevaient des subventions de l'Etat.

L'école catholique de Ploieşti, qui, sans avoir un caractère confessionnel étroit, donnait un enseignement en langue allemande avant la guerre, créait une section française à partir de 1924. Elle comptait à l'époque deux cent vingt six élèves, dont cent dix inscrits dans les classes en français.

Les œuvres des Assomptionnistes connurent en Roumanie une évolution impressionnante. Elles commençaient en 1924, à Beiuş, avec un simple internat confessionnel qui appartenait à l'évêché d'Oradea. Le Mgr. Traian Frenţiu envoyait deux assomptionnistes français s'en occuper. L'année suivante, content de leur travail, il leur confia aussi la direction de l'internat Pavel, qui hébergeait deux cents élèves. Les initiatives des pères ne tardèrent pas : en 1926, ils enseignaient le français, la philosophie et la théologie. En 1927, ils donnaient des cours publics de français. En 1928, un cercle franco-roumain fonctionnait tous les mardis à l'internat; à tour de rôles, ils y donnaient des conférences. Toujours en 1928, la nouvelle revue «Observatorul» donnait un point de vue sur la politique française et roumaine. Enfin, en 1929 ils avaient créé une imprimerie pour les revues et les livres qu'ils traduisaient et leurs meilleurs élèves étaient récompensés par des excursions en France. Une école maternelle fut créée aussi en 1929 à Beiuş, et une autre à Oradea. Malgré la concurrence entre les confessions, qui s'adressaient au même public – en juillet 1928 un internat orthodoxe de jeunes filles était ouvert –, l'activité d'enseignement proprement dite progressait.

Le rôle que le directeur de l'Institut Français assumait à l'égard de ces écoles fut celui de formuler ses appréciations, qui servaient de base pour les décisions de subvention de la part du Ministère des Affaires Etrangères.

Pendant les années 20, l'assistance aux manifestations des autres domaines ciblés par le Service des œuvres françaises à l'étranger, tel le cinéma, les expositions artistiques et les concerts passait en deuxième position après la collaboration avec l'enseignement de tous les niveaux.

En Roumanie, une partie considérable des subventions était consacrée à l'achat de livres pour les bibliothèques des cercles organisés par les professeurs français, ainsi qu'à l'approvisionnement avec des revues et des journaux des grandes bibliothèques du pays. Suite aux rapports qui attestaient une crise du livre français en Roumanie en 1922³⁴, un don de mille quatre vingt quatre livres a été fait pendant l'année scolaire respective. En 1924, la Bibliothèque Urechia, de Galați, était accoutumée à recevoir des journaux français comme: le «Temps», «Excelsior», l'«Illustration française», la «Revue des deux Mondes», la «Revue hebdomadaire», la «Nation». Créée entièrement par les efforts du consul et du professeur de français de Galați en juin 1922, la bibliothèque circulante du Cercle de français a constitué une des priorités des subventions de livres. Une subvention annuelle de douze mille francs lui fut assurée jusqu'en 1924. En 1926 elle comptait sept mille huit cents livres et des périodiques et était logée dans un nouveau bâtiment.

Des photographies et des films qui évoquaient différents aspects de la culture française étaient envoyées par le Service des Œuvres Françaises à l'Étranger aux professeurs français en Roumanie depuis 1921 déjà, mais la préoccupation n'existait pas encore d'utiliser en priorité ces moyens reliés à la technique nouvelle pour gagner le grand public, comme ce fut le cas pendant la décennie suivante.

Concernant les représentations théâtrales, elles étaient organisées surtout au niveau local, lors des commémorations des écrivains français. Des troupes de théâtre étaient présentes de façon météorique à Bucarest: en 1928, la semaine franco-basque à Bucarest. La tournée de la Comédie Française (1926) était restée un simple projet.

La représentation musicale était assurée de manière institutionnelle par l'Association Française d'Échanges Artistiques, qui dans les années 20 avait un correspondant à Bucarest. Elle organisait des tournées de solistes (le violoniste Robert Soetens, en septembre 1929), de musique de chambre (le Quatuor Rose à Galați, en février 1928). Le concert dirigé par Maurice Ravel, le 14 février 1932, restait parmi les plus mémorables, avec un grand écho de presse.

Les échanges dans les domaines culturels mentionnés dernièrement sont surtout le résultat d'initiatives de coopération personnelle, de l'attrait légitime que tous les artistes roumains ressentaient pour la France. Encore une fois, les personnalités qui avait contribué à la fondation de l'Institut ne pouvaient pas être confinées au simple rôle de participation aux réunions du Comité directeur. Henri Focillon et Jean Cantacuzino avaient été à l'origine de l'inauguration, le 15 mai 1925, de l'exposition d'art roumain à Paris, au musée du Jeu de Paume.

³⁴ Archives MAE, Nantes, carton Bucarest, 157.

Qu'il nous soit permis d'arrêter ici l'invocation de ces œuvres diverses, qui prendront une importance différente dans la décennie suivante.

Pour conclure, la priorité de l'activité de l'Institut Français de Hautes Etudes de Bucarest dans les années 20, celle de représenter un centre de rayonnement universitaire, fut accomplie. Des chargés de mission et des pensionnaires ont partagé leur enseignement avec leurs collègues de Roumanie, malgré les difficultés financières non négligeables de la création d'un nouveau monde d'après-guerre.

Selon l'ampleur des tâches assumées, la première place revient cependant à la Mission Universitaire présente en Roumanie depuis 1919, dont l'activité allait être subordonnée en 1925 au directeur de l'Institut Français de Hautes Etudes en Roumanie. Le succès le plus grand des professeurs français, présents jusque dans les petites villes de cette province, fut enregistré en Transylvanie. Comme dans toutes les provinces nouvellement intégrées de la grande Roumanie, les efforts de la politique française d'enseignement suivaient de près les orientations du gouvernement roumain, qui souhaitait assurer l'unité culturelle nationale dans un esprit d'appartenance à la latinité. Après la crise de la Mission, liée à des difficultés de traitement, à une diffusion de la langue assurée souvent dans des villes moyennes ou petites, une nouvelle orientation était attendue en 1928-1930. Si le français était la langue étrangère par excellence en Roumanie, le contact du grand public avec les réalités françaises contemporaines restait encore à organiser. De quelle façon l'Institut Français allait-il répondre à cette situation de fait dans les dix années suivantes?

II. LE DÉVELOPPEMENT LABORIEUX D'UNE INSTITUTION QUI ARRIVE À TROUVER SES MARQUES

a) LA VOLONTÉ D'ASSEOIR UN CENTRE D'ÉCHANGES UNIVERSITAIRES

Les propositions de plus en plus nombreuses d'amélioration des missions scientifiques montraient aussi le fait que le système envisagé par les membres du Comité de l'Institut Français en 1923 avait commencé à porter ses fruits vers la fin de cette décennie. Comme la Mission Universitaire, l'échange de professeurs devait s'adapter aux réalités mouvantes de la période de crise économique, tout en préservant les initiatives.

Un premier changement eut lieu à la direction de l'Institut. En Roumanie depuis 1921, sa thèse finissant, Paul Henry manifestait le souhait de clore une étape de sa carrière: «... je ne tiens pas à quitter à tout prix Bucarest, ... mais si une occasion se présentait pour moi d'entrer dans les Facultés, vous seriez le premier, je crois, à me blâmer de ne point en profiter.»³⁵ A part Talladoire, un des

³⁵ Archives MAE, Nantes, carton SOFE, 30.

pensionnaires de l'Institut qui aurait pu, en mûrissant, assumer son administration, il ne pouvait pas désigner de candidats pour son remplacement.

Après avoir consulté les professeurs qui étaient ses proches collaborateurs, Jean Marx écrivit à plusieurs anciens étudiants d'élite. La réponse d'Alphonse Dupront, que le Comité de Paris nommerait le 16 juillet en poste à Bucarest, était non seulement brillante d'esprit, mais empreinte d'un sens aigu des responsabilités, ainsi que d'une appréhension très lucide du pays qu'il allait connaître: «S'il s'agit seulement de «tentation» je dis oui toute de suite. Depuis l'Ecole Normale j'ai lié des amitiés roumaines et je me suis intéressé aux vicissitudes politiques et intellectuelles de ce très jeune pays. A Rome, j'ai encore souvent l'occasion d'en parler avec d'aimables camarades. Et puis, Monsieur, vous avez su trouver les mots qui emporteront ma décision. Un goût refoulé de l'action s'inquiète en moi d'une vie trop «contemplative» et je crois à l'échange intellectuelle comme mission des générations normaliennes d'après-guerre qui se donnent à «l'exotisme». En pensant d'abord à l'institution qu'il allait servir, il précisait devoir consacrer une partie de son temps à la thèse commencée sept années auparavant, à l'Ecole Française de Rome: «Il est vrai que les institutions ont leur puissance propre, mais je préfère vous dire tous les inconvénients de ma candidature. En face un seul avantage, une très grande bonne volonté et un goût des hommes.»³⁶

Content de cette nomination, Henri Focillon écrivait à George Opresco: «En remplacement de Paul Henry, nous envoyons à Bucarest un magnifique jeune homme nommé Dupront. C'est ce que nous avons de mieux.»³⁷

A son arrivée en Roumanie, Alphonse Dupront avait vingt six ans. Agrégé d'histoire – géographie, le premier de sa promotion, fort de son expérience à l'Ecole française de Rome (1930–1932) et d'amitiés roumaines – Nicolae Condesco était son ancien camarade de promotion –, il allait s'investir entièrement dans le développement de la présence française en Roumanie.

La nomination du nouveau directeur était aussi une bonne occasion présentée au Comité de Paris pour faire le point. De retour de Roumanie, Emmanuel de Martonne gardé une impression favorable. Dans ces conditions, il était estimé que l'Institut pouvait assumer un rôle plus ample, celui de centre d'études roumaines sur la France, ainsi que de centre de recherches françaises sur la Roumanie et sur les Balkans. Son activité serait organisée sous forme de séminaires. L'idée allait être adoptée par Dupront, qui ouvrit cette activité à un but plus large: «... orienter un public d'étudiants et de ... curieux vers de saines méthodes coutumières à la recherche ...»³⁸ A cet effet, la bibliothèque allait être enrichie, afin qu'elle puisse constituer un centre de documentation.

³⁶ Le 22 mars 1932, Archives MAE, Nantes, carton SOFE, 183.

³⁷ Le 10 juin 1932, Archives MAE, Nantes, carton Bucarest, 167.

³⁸ Lettre du 8 août 1933, Archives MAE, Nantes, carton Bucarest, 171.

Sur le plan des démarches officielles, une reconnaissance officielle par la partie roumaine était souhaitable «soit vis à vis de la loi roumaine, soit pour une inscription au protocole, du moins au Ministère Royal de l'Instruction Publique»³⁹. Suite au retrait du passeport diplomatique accordé au directeur jusqu'en 1931 – peut être l'expression d'une volonté de démarcation de la représentation diplomatique, qui constituait le lien hiérarchique de la mission culturelle avec le Quai, il avait besoin, pour soi-même et tous les membres de l'Institut, d'une attestation qui puisse établir une paix durable avec les inquiétudes manifestes et périodiques de la police⁴⁰.

Concernant l'organisation interne de l'Institut, le directeur était secondé par trois membres, qui allaient être chargés aussi d'études françaises dans le cadre du centre. L'un d'entre eux, Robert Ficheux, présent en Roumanie depuis 1924, était nommé secrétaire de la Mission Universitaire. En 1935, le rôle allait être assumé par Edmond Bernard, secondé par Jacques Bereilh depuis la rentrée de 1937 et de Bernard Guilloneau, depuis 1938.

Il n'y a qu'en 1938 qu'un poste d'adjoint au directeur était ouvert, à la sollicitation de Thierry⁴¹. En février 1938, Jean Mouton, agrégé d'université, était nommé à Bucarest. Il allait s'occuper de l'enseignement littéraire et de la bibliothèque de l'Institut, en étant aidé par une bibliothécaire adjointe, Christine Merland. La période de renforcement du personnel continuait avec l'arrivée de Germaine Lebel, le 20 mai 1939.

L'augmentation périodique des effectifs est un des signes de stabilité de l'Institut Français, qui avait la capacité de diversifier ses activités, en visant un public plus large et plus varié.

En 1933, après une année seulement de présence en Roumanie, Alphonse Dupront proposait un plan d'élargissement de l'action culturelle. A la base de ce renouvellement, un idéal qui allait illuminer toute sa vie et éclairer son passage: «notre vieil humanisme qui est à mon sens à l'heure actuelle en Roumanie la sauvegarde de notre traditionnelle influence»⁴². Si la lettre d'août effleurait quelques idées de la nouvelle orientation, un rapport du mois suivant exposait un «plan de rayonnement plus ample». Il s'agissait d'un développement des directions identifiées par le Comité de Paris: «un centre de recherches, analogue, dans son développement ultérieur, aux écoles d'Athènes et de Rome, et qui rayonnera sur tout le Sud – Est européen» En plus, il pensait à un cycle de conférences de l'Institut, qui devaient faire connaître au public «les faits saillants de la vie intellectuelle française et l'état présent de nos connaissances dans l'ordre des

³⁹ Archives du MAE, Nantes, carton SOFE, 183.

⁴⁰ Lettre 14 avril 1931, Marx – Henry (Archives MAE, Nantes, carton Bucarest, 167).

⁴¹ Le 8 août 1933, lettre au Ministre de France à Bucarest (Archives MAE, Nantes, carton Bucarest, 171).

⁴² André Godin, *op. cit.*, p. 39 et suiv.

grandes disciplines.»⁴³ L'«Association des Amis de la Pensée et de l'Art français», dont les présidents Jean Cantacuzène, G. Țițeica, Mihail Berza étaient tous des professeurs formés en France, constituait un appui solide de cette initiative⁴⁴.

Le séjour des pensionnaires de l'Institut avait déjà bénéficié de certaines réglementations. Elles se sont imposées en fin d'année 1929, quand le Comité s'apercevait de dispersion des préoccupations des chercheurs: «D'autres inconvenants... résultent encore de la trop grande liberté laissée à ces jeunes gens, qui arrivent animés des meilleures intentions, mais ont tendance à se transformer et à n'en faire qu'à leur fantaisie.»⁴⁵ Les contraintes financières les imposaient aussi: ils «doivent s'abstenir de faire des invitations à déjeuner ou à dîner à l'Institut, sauf entente avec l'Administrateur. Une extrême discrétion est recommandée aux pensionnaires en ce qui concerne la réception des personnes étrangères à l'établissement dans leurs chambres...»⁴⁶ Bref, l'Institut, qui faisait aussi office de mini foyer français, rappelait ses étudiants à l'ordre.

Le recrutement des pensionnaires allait enregistrer une réussite en 1930: l'arrivée de Talladoire. Deux autres jeunes chercheurs, Weymuller et Nordon prolongeaient leur séjour. En 1931, suite à un renforcement de la publicité, trois nouveaux pensionnaires arrivèrent: Gioan, Charon et Mlle Charléty, la fille du Recteur de l'Université de Paris. Après une licence ès lettres, elle avait travaillé aux Universités de Strasbourg et de Paris, et enseigné au Collège Sévigné (1930–1931). Elle avait l'intention de faire des recherches d'histoire de l'art populaire roumain, sous la direction du professeur Opreșco. Son séjour allait se prolonger en 1932, quand deux autres pensionnaires avaient souhaité se rendre à Bucarest: R. Journet, ancien étudiant de l'Ecole Nationale Supérieure, agrégé d'archéologie, qui travaillait sous la direction du professeur Carcopino et son camarade Bruhl, qui, après avoir suivi la même école, avait suivi un stage à l'Ecole française de Rome.

Nous nous apercevons que les encouragements des professeurs de Paris qui participaient aux œuvres françaises de Roumanie avaient abouti. En 1934, Mario Roques, qui formait des étudiants au goût de la langue roumaine, envoya Allain Guillemmou étudier l'influence française en Roumanie au XIX^e siècle. Son sens aigu du roumain, ainsi que ses connaissances, lui ont permis d'étudier et de traduire les œuvres des écrivains classiques de ce siècle, comme Mihai Eminesco et Ion Creangă, travail difficile et méritoire.

Le moment était arrivé de pouvoir penser une collaboration dans les deux sens, tant au niveau des échanges de professeurs, que d'étudiants. Si des bourses

⁴³ Rapport du 15 septembre, 1933 (Archives MAE, Nantes, carton Bucarest, 171).

⁴⁴ cf. André Godin, *op. cit.*, p. 70. L'association allait fusionner, le 13 novembre 1937, avec la Ligue des amis de France pour former une nouvelle association, «Amicii Franței», présidée par Țițeica. Celle-ci fonctionnerait jusqu'en 1947, avec six sections.

⁴⁵ Rapport du 28 décembre 1929 (Archives MAE, Nantes, carton SOFE 183).

⁴⁶ Lettre du 6 janvier, 1930, à Jean Marx (Archives MAE, Nantes, carton Bucarest, 167).

avaient déjà été accordées dans les années 20, il semble que des difficultés de sélection, ainsi que des scandales de l'opinion publique roumaine – par exemple la campagne de presse d'Octavian Goga, en 1926 – déterminèrent la nécessité de réformer leur système. Paul Henry déplorait aussi le fait qu'un grand nombre des carrières ainsi commencées ne retournaient plus en Roumanie. L'orientation des bourses vers les sciences humaines laissait place libre aux bourses allemandes, qui représentaient une concurrence «redoutable». Il y avait aussi l'inconvénient des mensualités, qui étaient très réduites. La solution proposée par Paul Henry consistait en une réduction du nombre des bourses au bénéfice d'une indemnité suffisante et surtout donner au gouvernement roumain une partie de celles-ci: «c'est un geste à faire, qui serait apprécié ici et désarmerait quelques unes des animosités les plus violentes»⁴⁷. De même, les bourses de médecine, qui avaient constitué l'objet des mécontentements roumains et qui allait inquiéter, dans les années 30, les médecins français, devait être accordées seulement à une élite.

La mission de Mario Roques en Roumanie, en automne 1930, devait régler ces problèmes, en organisant pour la première fois la sélection selon les nouveaux objectifs. Les dix bourses de 1930–1931 étaient accordées suite à l'analyse de deux commissions: une locale, dans chacune des quatre universités roumaines, à laquelle participait Mario Roques, les professeurs et les lecteurs français et des professeurs roumains et une deuxième, au ministère de l'Instruction Publique de Paris, où participaient un représentant du ministère des Affaires Etrangères, un délégué de la Légation de Roumanie, Mario Roques et un représentant de chaque Faculté qui allait recevoir des candidats. L'équilibre entre les universités roumaines, ainsi que celui du choix au niveau local devaient être gardés: «Il est absolument indispensable que les professeurs français y assistent; leur présence empêchera certaines choses et du moins ils pourront nous renseigner, comme l'ont fait Auger et Thomas.»⁴⁸

La solution de la sélection étant trouvée, elle restait délicate à mettre en pratique. Dupront avait ainsi mis au point un système de consultation informelle et de modèle de fiche de renseignements sur les candidats roumains. Le nouveau recrutement qu'il proposait avait à la base un concours. Cette sécurité évitait à la Commission de Paris la tâche supplémentaire d'évaluation, en lui laissant le rôle d'organiser le séjour sur place. Le montant des bourses de dix mois était de quinze mille francs.

Mais le nombre total des étudiants en France était plus élevé, quarante en 1939. Après 1936, deux cents étudiants bénéficiaient chaque année d'aides financières pour des études en France.

Les conditions du séjour des boursiers en France constituèrent une des préoccupations du premier congrès des directeurs d'Instituts Français à l'étranger, qui eut lieu à Nice en octobre 1937. Sur proposition de Petit-Dutaillis, un comité

⁴⁷ Paul Henry, le 10 novembre 1930 (Archives MAE, Nantes, carton Bucarest, 167).

⁴⁸ Minute, le 3 mars 1937 (Archives MAE, Nantes, carton SOFE 325).

d'accueil des boursiers fut créé en mars 1938 à Paris. Celui-ci devait en même temps faciliter la réinsertion des étudiants dans le monde universitaire, et les aider à faire des recherches dans le catalogue de la Bibliothèque Nationale de France⁴⁹. Le gouvernement français avait choisi d'augmenter tant le nombre de bourses, que leurs montants pour les pays européens – ainsi, quinze mille francs étaient prévus pour la Roumanie. Dupront s'était plusieurs fois exprimé favorablement à ce sujet: «Nous préférons voir réduire légèrement le nombre des bourses plutôt que de donner comme par le passé des bourses d'un montant insuffisant.»⁵⁰

Concernant les bourses du gouvernement roumain en 1937, la plupart étaient accordées en Tchécoslovaquie (quarante-cinq), en Pologne (vingt), il y en avait trente deux en Allemagne et seulement huit en France. Mais ces chiffres doivent être relativisés. Tout d'abord, aux bourses françaises accordées aux Roumains par le ministère des Affaires Etrangères doivent être rajoutées les trente octroyées par le ministère de l'Education Nationale. Ensuite, la plupart des bourses allemandes et italiennes n'étaient pas rendues publiques. En 1938, l'enquête sur les bourses données par ces deux pays montrait qu'ils accordaient deux types de bourses: «avouées», en très petit nombre (vingt bourses allemandes pour «Mitteleuropa» et une bourse italienne en agriculture). En revanche, d'autres bourses étaient accordées sans publicité aucune. Les statistiques données par les archives françaises mentionnaient cinquante deux boursiers roumains en Italie, trente en Angleterre, et beaucoup moins pour d'autre pays européens: trois en Autriche, deux en Suisse, une en Belgique⁵¹.

Sur la base des demandes de devises à la Banque Nationale de Roumanie, il a été établi, pour la même année, un nombre de trois cent soixante neuf étudiants roumains en France.

En 1938, l'attention du directeur de l'Institut Français de Bucarest se concentrait sur les bourses de vacances, «qui récompenserait d'un séjour d'été en France les meilleurs étudiants de l'année»⁵². C'est une année décisive pour la destinée d'un écrivain roumain de langue française: Eugen Ionesco, professeur à Bucarest, qui obtint une bourse de la Légation de France⁵³. Une année avant étaient sélectionnés Cioranescu et Horia Hulubei.

Enfin, en 1940–1941, malgré la guerre et la situation particulièrement défavorable de la France, il y avait là-bas seize boursiers roumains, cinq de l'Education Nationale et onze de l'Institut. Parmi les derniers, Mihail Şora avec son épouse, et Emil Cioran⁵⁴.

⁴⁹ André Godin, *op. cit.*, p. 80.

⁵⁰ Archives MAE, Nantes, carton Bucarest, 167.

⁵¹ Archives MAE, Nantes, carton Bucarest, 171.

⁵² Rapport du 15 décembre 1938 (Archives MAE, Nantes, Bucarest, Ambassade, 171).

⁵³ Paris, le 8 novembre 1938, Office National des Universités au Service des Œuvres Françaises (Archives MAE, Nantes, carton SOFE 325).

⁵⁴ Archives MAE, Nantes, carton SOFE 325.

Hormis les bourses de dix mois, le directeur de l'Institut proposa la création des bourses de vacances. En 1935, cela fonctionna comme une expérience: six professeurs de français étaient envoyés en France, avec des subventions de l'Institut. L'année suivante, un projet était déjà structuré: trois bourses de deux mois à deux mille cinq cents francs pour des chercheurs roumains, proposés par l'Institut Français approuvés par le ministère des Affaires Etrangères et l'Office National des Universités Etrangères en France, ainsi que dix bourses de perfectionnement pour les jeunes professeurs, pendant les deux mois de vacances d'été.

Les voyages d'été, en vue des enfants de la population aisée de Bucarest, effectués sous la direction même de Dupront, en 1936 et en 1937, avaient permis à quarante étudiants la première année et à soixante cinq pendant la deuxième de se familiariser avec la France de l'époque. Les visites furent une grosse réussite, malgré les frayeurs causées par quelques étudiants appartenant à la Garde de Fer, qui voulaient rester en France pour être embauchés dans le Légion étrangère. Avec son optimisme et la force de caractère qui lui était habituelle, Alphonse Dupront a réussi à les faire changer de décision.

Outre les questions financières, le nouveau système de bourses n'était pas sans rencontrer des difficultés: en 1930, seuls les diplômés de l'Ecole Centrale des Mines, de l'Ecole Polytechnique et de l'Ecole des Ponts et Chaussées étaient reconnus en Roumanie⁵⁵. Ensuite, beaucoup des maîtres assistants roumains sélectionnés étaient confrontés à un choix dur, entre leur poste en Roumanie et la bourse. Souvent les candidats acceptés devaient décliner leur séjour. Enfin, l'initiative de Nicolae Iorga, qui souhaitait répondre au gouvernement français par la création de quatre bourses pour les étudiants français en Roumanie (1932) était restée sans effet, à cause des conditions économiques difficiles du pays.

Une autre préoccupation de l'Institut, celle d'assurer les conférences des professeurs universitaires, garde son statut de priorité. Une fois les relations personnelles établies, il était difficile qu'elles n'apparaissent pas dans des interventions privés pour les invitations en Roumanie: «Impossible de faire comprendre à nos amis roumains que ces démarches personnelles font des difficultés au Comité, comme il a été très dur de les empêcher, l'été dernier, de nous imposer des candidats pour nos bourses.»⁵⁶

Les missionnaires de 1932 arrivèrent tous en mars – mai, six au total: de Martonne, Perez (Biologie, Sorbonne), Patte (Sciences), Poitier (Paléontologie humaine), Trotabas (Droit), Nancy (Droit). En plus, le professeur Réau (conférences d'histoire de l'art), Achard (Secrétaire général de l'Académie de Médecine) étaient passés en Roumanie.

⁵⁵ Gabriel Puaux au Ministre de l'Instruction Publique roumain (Archives MAE, Nantes, carton Bucarest, 167).

⁵⁶ Le 2 août 1931, Paul Henry (Archives MAE, Nantes, carton Bucarest, 171).

En 1933, les professeurs désignés étaient: Bréhier (byzantinologie, Faculté de Lettres de Clermont – Ferrand), Emile Borel, Urbain (Sciences, Paris), membres de l'Institut et Mario Roques.

En fin d'année, le professeur Alazard (Faculté de Lettres, Alger) effectuait une tournée de conférences dans les universités roumaines. Le consul de Cluj, très actif, constatait avec humour: «M. Alazard a été très apprécié. Un simple fait en témoigne: il avait autant d'auditoire à la seconde de ses conférences qu'à la première, ce qui est chose fort rare ici.»⁵⁷

Plusieurs progrès d'organisation étaient accomplis: la période des conférences avait été déplacée de l'été vers le printemps, ce qui augmentait théoriquement leur audience; des missionnaires faisaient partie aussi des professeurs français qui travaillaient à l'étranger (Réau, directeur de l'Institut de Vienne, Alazard). Enfin, le directeur de l'Institut Français de Hautes Etudes en Roumanie souhaitait intégrer les échanges avec la Roumanie dans la série plus large Prague, Vienne, Bucarest, Budapest, en d'autres mots donner une ampleur régionale aux missions. Cette idée a enregistré des réussites ponctuelles. En 1935, par exemple, le professeur Montel (Sciences, Paris) commença la visite en mai par Cluj, où il avait prolongé son activité avec des cours, des travaux pratiques et une excursion scientifique dans les montagnes de Bihor. L'université avait organisé sa réception en tant docteur honoris causa. Il partait ensuite pour Cernăuți, Lvov, Varsovie.

L'année 1934 marqua au moins deux événements particuliers dans la vie de l'Institut: son rattachement à l'Université de Paris et son dixième anniversaire. Parmi les professeurs roumains invités en France il y avait le ministre Dimitrie Gusti. Le comité a souhaité marquer le moment et «donner à la visite des professeurs roumains une solennité et un relief tout particulier, afin de marquer le prix qu'il attache à la célébration du 10^{ème} anniversaire de l'Institut»⁵⁸. En retour, les missionnaires en Roumanie comptaient le recteur Charléty, qui allait présider les cérémonies de l'anniversaire en novembre, aux Fondations Royales. Un «maximum de solennités possible» était recommandé aussi⁵⁹. Accompagné par le directeur de l'Institut, Charléty visita aussi Cluj.

Selon les témoignages d'Ormesson, le printemps 1935 à Bucarest était chargé: en mai il était prévu une conférence de Paul Boncour, l'arrivée du doyen Allix (Faculté de Droit de Paris), une conférence de Romier, une conférence d'Elena Văcărescu, et la visite de la Princesse de Clermont-Tonnerre, sur invitation privée⁶⁰.

Les œuvres des chercheurs qui avaient fait des études en Roumanie commençaient à être publiées. En 1937, l'Institut subventionnait la parution du livre de Marcel Emerit, «Les paysans roumains depuis le traité d'Adrianople».

⁵⁷ Le 14 novembre 1933, Cluj (Archives MAE, Nantes, carton Bucarest, 171).

⁵⁸ Archives du MAE, Nantes, carton Bucarest, 171.

⁵⁹ Archives du MAE, Nantes, carton Bucarest, 174.

⁶⁰ D'Ormesson, le 17 avril 1935 (Archives MAE, Nantes, carton Bucarest, 174).

Les objectifs des missions scientifiques en Roumanie ont été formulés en 1937 par Alphonse Dupront. Il s'agissait de transmettre les valeurs et les idéaux de l'éducation telle qu'elle était conçue en France, mais aussi d'attirer les futurs spécialistes (en médecine, en sciences) qui pourraient y être formés.

Les missions de l'année (F. Olivier Martin, professeur droit à Paris, A Cotton, Sciences à Paris et le professeur Pautrier, Faculté de Médecine de Strasbourg, plus Montel, invité spécial des Universités de Cluj et de Bucarest) s'étaient bien passées: «ils ont trouvé auprès des Universités roumaines l'accueil et l'auditoire que méritaient et leur haute valeur scientifique et leur rayonnement d'hommes.»⁶¹

En rédigeant un état des lieux, le directeur n'hésita pas à nommer les problèmes: les mêmes personnalités roumaines s'investissent dans l'organisation de toutes les rencontres: «La diversité des spécialités n'est qu'un allègement apparent, car en fait dans les universités de province, ce sont à fort peu près les mêmes professeurs roumains qui assument, avec dévouement et conviction cordiale, les rôles d'amis.»⁶² La durée trop courte des séjours, leur concentration en un mois, ainsi que la nécessité d'adaptation au sens des relations humaines en Roumanie: «le Roumain met à la pratique de l'hospitalité une bonne grâce, un dévouement parfois trop empressé mais fort utiles à la réussite du séjour. Sa sensibilité extrêmement jeune l'entraîne avec une autre efficacité que le sentiment des valeurs intellectuelles. Il serait mal venu pour notre action de ne pas tenir compte de ce trait de tempérament.»⁶³ La solution qu'il proposait était celle de l'équilibre, à plusieurs niveaux: satisfaire les exigences intellectuelles, mais aussi les «besoins du tempérament roumain»; inviter des personnalités de haut rang, mais aussi de jeunes chercheurs qui pourraient passer plus de temps à transmettre les méthodes françaises; augmenter le nombre des missions, en assurant la venue des directeurs des grandes écoles françaises, ce qui pourrait donner une première image de la possibilité d'étudier en France.

L'esprit lucide de ses considérations est saisissant: «D'anciennes traditions ont disparu avec la guerre et la poussée, en Roumanie, d'un nationalisme intellectuel. Il faut non pas les faire revivre, mais les adapter au besoin présent.»⁶⁴

La démarche entreprise pour les bourses en France avait été identique concernant l'échange de professeurs. En 1929, une Convention d'échange franco-roumain de professeurs fut conclue par le ministre Constakesco et de Martonne, le représentant du Comité de direction. Il était établi que, en plus des quatre professeurs français en Roumanie, deux à quatre professeurs roumains allaient faire un séjour de six semaines en France. Chaque gouvernement subventionnait ses missionnaires. Seulement en novembre 1930, suite aux difficultés de paiement du gouvernement

⁶¹ Archives MAE, Nantes, carton Bucarest, 171.

⁶² *Ibidem.*

⁶³ *Ibidem.*

⁶⁴ *Ibidem.*

roumain, un incident eut lieu entre les signataires de cette convention. L'incident était relié à la constatation du ministre, qui n'avait plus d'argent disponible pour la mission prévue d'Emil Racoviță. Ce dernier effectua son séjour, mais une année après la somme correspondant à la subvention n'était pas encore remboursée. En 1932, le ministre Gusti supprima définitivement le paiement de celle-ci, par économie. La mesure indigna le professeur Racoviță, qui remarquait que chaque année le ministère trouvait de l'argent pour soixante dix boursiers en France.

Malgré ces incidents, les tournées de conférences des professeurs roumains continuèrent. Dans ce contexte, la visite du professeur Gusti en France, en 1934, prenait aussi le caractère d'une négociation.

Le peu de postes de lecteurs roumains en France étaient soumis à la même situation précaire. En août 1937, Mme Pierret-Antoniou était nommée en poste à Nancy. Docteur de cette université, elle était l'épouse d'un maître assistant en physique. Le doyen de la faculté de Nancy, Laurent, avait proposé la création de son poste, approuvée et financée par le gouvernement roumain. Mais en 1940, le budget roumain supprima cette dépense. Le lecteur de roumain allait enseigner pour les officiers susceptibles de se rendre en Roumanie, et suivre, la même année, sa faculté à Bordeaux. Le recteur de l'université française assurerait la continuité du lectorat, qui bénéficiait aussi des recommandations du directeur de l'Institut Français.

Depuis 1938, il y avait à Paris deux postes de lecteur de roumain, à la Sorbonne et à l'Ecole de Langues Orientales. L'un d'entre eux était assuré par Emil Turdeanu, qui avait reçu une bourse du Service des Œuvres pour sa thèse de doctorat. Le deuxième lecteur allait remplacer Mario Roques dans l'enseignement du roumain. Professeur à la Faculté de Lettres de Dijon, à partir de 1932 il suivit son maître à Paris. En 1937, il effectuait un deuxième voyage d'études en Roumanie.

L'enseignement des professeurs français en poste ou en séjour en Roumanie, appuyé par les bourses accordées, avait abouti à déterminer non seulement une volonté de compréhension mutuelle des étudiants, mais aussi un changement réel dans la relation avec la culture française, qui pouvait être vécue de manière immédiate, par des études en France.

Le projet du centre d'études balkaniques n'allait pas pouvoir prendre vie. En revanche, les professeurs français participeraient à une œuvre sur initiative roumaine: les cours de l'Université Libre de Brașov. Créée par le professeur Șerban, très actif dans les relations avec la France au lendemain même de la guerre, cette université proposait des formations linguistiques d'été. La décision de Jean Marx était prise sur le fond de la concurrence: «Il est certain qu'étant donné la présence de professeurs italiens d'Université à cette manifestation, nous ne pouvons pas nous désintéresser et nous avons intérêt à assurer une participation française convenable à l'enseignement donné par ces cours.»⁶⁵ En 1938, les

⁶⁵ Lettre de Jean Marx (Archives MAE, Nantes, carton Bucarest, 157).

professeurs Bray de Lausanne et Torchon, de Strasbourg, allaient y donner des cours de littérature française et de latin.

Concernant les conférences organisées par l'Institut Français, celles-ci polarisaient l'élite bucarestoise, connue pour son goût de la culture française: «Il faut tenir compte du fait que le public roumain, très averti de notre littérature, est difficile. Les conférenciers ne devraient pas aborder des sujets politiques, mais parler de questions littéraires, historiques ou artistiques, mais dans un cadre limité et spécialisé.»⁶⁶ Les conférences de l'institut privilégiaient le choix des personnalités de formation humaniste: des sociétaires de la Comédie Française – en avril 1936, Mme Dussane, d'autres directeurs d'Instituts Français – Léon Réy, 1935, Paul Claudel – décembre 1935. En 1937, pour les tricentenaires du «Cid», de Descartes, et de l'Académie Française, Dupront souhaitait inviter l'académicien Louis Gillet. Les savants invités la même année avaient eu de très bons contacts avec les Roumains: de Martonne, «reçu avec des honneurs très particulières, les Roumains lui sont restés reconnaissants d'avoir toujours montré pour leur pays un intérêt sincère et dévoué»⁶⁷, y prolongeait son séjour et Jeannel avait noué des relations amicales avec ses collègues: «La simplicité, l'affabilité et la modestie de ce savant lui ont conquis l'unanime sympathie de tous ceux qui l'ont rencontré et son voyage a certainement très utilement servi notre propagande.»⁶⁸

Concernant les conférences mondaines, qui avaient souvent d'autres priorités, une seule remarque du ministre de France sur Charles Oulmont, reçu par le roi en 1935: «Faute de véritable talent, il est incontestable que M. Oulmont ne manque ni d'habileté, ni d'esprit d'intrigue.»⁶⁹ Elle ne peut sûrement pas faire office de règle relative aux choix des invitations privées, mais les invitations officielles de l'Institut étaient toujours soigneusement pesées.

Parmi les cercles traditionnellement préoccupés par la culture française, celui de Sabine Cantacuzino, la sœur de Ion Bratianu, était remarquable: les conférences qu'elle organisait à l'Université libre étaient souvent le résultat de sa collaboration avec l'Institut.

Enfin, les cours représentaient une autre activité nouvelle de l'Institut Français pendant cette période. En 1934, le «Programme des travaux» témoigne de l'organisation de travaux pratiques et de recherches sur la civilisation française, tous les vendredis et les mardis, qui étaient soutenus par les membres de l'Institut, avec un public de cinquante personnes. Un deuxième cours y était donné, cette fois de langue française, pour un public plus large, en majorité des étudiants. En 1936, il y avait trois cent cinquante inscriptions, et en 1938 quatre cent soixante-quinze.

⁶⁶ Juillet 1931, lettre d'Ormesson (Archives MAE, Nantes, carton Bucarest, 171).

⁶⁷ Lettre du Ministre de France à Bucarest, le 1^{er} mai 1937 (Archives MAE, Nantes, carton Bucarest, 171).

⁶⁸ *Ibidem.*

⁶⁹ *Ibidem.*

Avec les cours d'histoire de l'art et d'histoire de la musique et les conférences, ces activités rejoignaient les échos très favorables de la presse⁷⁰.

b) ASSURER LA COLLABORATION AVEC UN SYSTÈME D'ENSEIGNEMENT À PART ENTIÈRE

La Mission Universitaire Française était déjà bien installée en Roumanie. En 1932–1933 il y avait une trentaine de professeurs dans quinze villes environ. La stabilité des effectifs était en revanche minée par les difficultés financières. Les salaires enregistraient des mois de retard et l'inflation diminuait nettement leur valeur. En 1931, compte tenu de ce phénomène, ils étaient de soixante pourcents plus bas. Dans son rapport à l'Office National des Universités et des Ecoles Françaises, Paul Henry suggérait l'opportunité du passage du ministre Argetoianu à Paris, pour négocier un emprunt, qui pouvait être saisie avec l'espoir de remédier aux difficultés de la Mission en Roumanie.

En 1933, Alphonse Dupront commençait par l'organisation d'une réunion annuelle des professeurs français, qu'il avait essayé de faire coïncider avec la période des conférences annuelle. La mesure assurait plus de cohésion à la Mission, en restituant aux enseignants, en guise de remerciement pour leur dévouement, la dignité d'appartenir à une caste qui transmet des valeurs de la société française, même dans des conditions éprouvantes.

En 1937, dans une perspective de renforcement de la présence française, le souhait était émis que les professeurs fussent groupés dans de grandes villes, où leur public était plus large: «il fallait peu à peu nous constituer en chaque centre important une clientèle d'amis éprouvés capables d'être mieux que nous le truchement de notre propagande»⁷¹. En 1939, le directeur de la Mission exprimait le regret de ne pas pouvoir ouvrir de nouveaux postes dans des villes importantes de la Roumanie⁷².

Après le déclenchement des hostilités par les Allemands, continuer l'activité d'enseignement représentait pour Alphonse Dupront une affirmation de l'adhésion à des valeurs sûres, de résistance par la culture. En octobre 1939 il y avait dix huit professeurs de français et cinq mille élèves formés dans onze villes de la Roumanie. Dix cours avaient été rouverts dans la province et sept en cours de formation en octobre 1939.

Tout comme pour l'Institut à Bucarest, il devenait intéressant d'accorder une attention soutenue à la popularité de l'enseignement français dans le pays. La remise des livres donnés par le gouvernement français, organisée de telle sorte qu'elle coïncide avec les cérémonies d'inauguration des cercles ou des

⁷⁰ André Godin, *op. cit.*, p. 94.

⁷¹ Rapport du 7 avril 1939 (Archives MAE, Nantes, carton Bucarest, 171).

⁷² Rapport du 3 avril 1939 (Archives MAE, Nantes, carton Bucarest, 171).

bibliothèques, en la présence de membres de l'Ambassade si possible constituait une des mesures prises en ce sens.

De même, Alphonse Dupront notait à plusieurs fois la valeur des voyages en France, «moyen d'indiscutable valeur» pour la formation des meilleurs étudiants. Ces excursions, reprises à partir de 1935, représentaient aussi «une des manifestations de propagande directe les plus efficaces»⁷³.

Avec les investissements dans les cercles français et le renforcement de leur capacité de représentation (des livres, des meubles, la possibilité de recevoir de temps en temps au thé), ces mesures constituaient l'expression d'une politique de rayonnement qui dépassait le seuil des écoles. En même temps, par la participation des professeurs français aux conférences de l'Institut, ainsi que par leur réunion annuelle, la Mission était intégrée de façon plus organique dans une activité culturelle française centralisée. Cette situation allait être réglée aussi de manière officielle: en 1939, la décision fut prise de grouper toutes les œuvres annexes, parmi lesquelles l'école de l'Union des Français à Bucarest – quatre cents élèves en 1939 – en une administration unique, subordonnée au directeur de l'Institut.

La question du baccalauréat allait aussi trouver son mot final, malheureusement pas le plus favorable: «Je suis d'avis que nous ne faisons aucun effort en vue du rétablissement du baccalauréat français; j'ai l'impression que le jeu ne vaut pas la chandelle; à moins que la Légation n'y voie un intérêt majeur, il me paraît imprudent et quelque peu indiscret d'insister, d'autant plus que les fils de nos compatriotes peuvent se rendre de Constantza à Stamboul sans difficulté et sans beaucoup de frais.»⁷⁴ C'était d'ailleurs une solution réaliste, qui allait être maintenue plus tard. En 1939 par exemple, la demande du fils de l'attaché commercial et de celui de l'attaché de l'air français de passer le baccalauréat en session exceptionnelle à Bucarest a été refusée. Le contexte politique ne permettait pas de voyage à Athènes.

Les difficultés rencontrées pour l'équivalence des diplômes françaises relevaient des mêmes raisons. La cause en était peut être partagée entre les souhaits de protéger le développement des institutions nationales et les orientations personnelles de certaines personnalités à grand pouvoir de décision vers des pays autres que la France. Mais ni l'une, ni l'autre n'apparaissent plus au premier plan des objectifs d'une représentation culturelle française en Roumanie, dont le but principal est d'assurer la formation des jeunes en France. Ce sont des sujets qui ne constituent pas non plus un domaine d'action envisageable, compte tenu du fait que la décision revenait de droit entièrement aux autorités roumaines. Le seul domaine où les efforts de la direction française pouvaient se manifester, au gré des opportunités présentées par la politique roumaine d'enseignement, la régularisation

⁷³ Rapport du 20 décembre 1937 (Archives MAE, Nantes, carton Bucarest, 171).

⁷⁴ Jean Marx, lettre du 6 février 1932 (Archives MAE, Nantes, carton Bucarest 171).

des équivalences des diplômes universitaires obtenus en France par des boursiers ou des étudiants roumains. Cette dernière activité existait sous forme de renseignements réciproques sur les établissements universitaires des deux pays. Elle allait faire l'objet de négociations entre les ministres de l'Instruction Publique, dont les résultats seraient mentionnés dans l'accord culturel de 1939.

L'enseignement privé en français était de plus en plus affaibli par les dispositions administratives, ou par le fait que les directeurs de ces écoles avaient, dans certains cas, d'autres intérêts que l'activité pédagogique. Le lycée Berthelot, de Chişinău perdait ainsi pied. En 1930, à cause des irrégularités découvertes dans les registres, l'école se voyait retiré son droit de publicité. Bien qu'elle ne fût plus en Roumanie, sa directrice, Mme Peyré, demandait une subvention pour un achat de livres à Bucarest. En ignorant les dispositions officielles, elle continuait à appeler son examen de fin d'études «baccalauréat»...

En revanche, une école primaire de la colonie française à Bucarest fut créée en 1930. En 1932, deux maîtresses tenaient des cours pour vingt élèves. Ils suivaient le programme du «Petit Lycée français», dans une salle construite à ce but et mise à la disposition gracieusement dans la Maison des Français. Le coût de l'inscription étant élevé – cent cinquante francs par mois, soit mille lei, des bourses étaient accordées par le comité de garantie de l'école aux élèves moins riches⁷⁵.

En 1938, les œuvres d'enseignement libre étaient: Notre Dame de Sion (Oradea – l'école avait obtenu le droit de publicité le 22 mars 1932 –, Iaşi, Bucarest, Galaţi), l'Académie Féminine de Bucarest, l'école de l'Union des Français en Roumanie, le lycée Jeanne d'Arc de Chişinău et le lycée français de Târgu Mureş.

En fin 1938, le directeur de l'Institut Français faisait part au Service des Œuvres d'un projet de créer un lycée français à Bucarest, qui aurait rencontré «une très réelle faveur» au moment mentionné. Il proposait une phase expérimentale, avec cinq professeurs et cent élèves, pour ensuite procéder à la création d'une école de cinq élèves, dans un dans un bâtiment nouveau, construit selon le modèle des écoles récentes de Paris, et d'après les projets d'un architecte français spécialisé. Il aurait pu démarrer le 1^{er} octobre 1939 et serait devenu «une affirmation française en Roumanie et dans le Sud Est européen»⁷⁶. Mais les temps en avaient décidé autrement...

Si les cours de l'Académie Féminine s'étaient maintenus pendant les années 30, en 1940 le gouvernement roumain ne reconnaissait plus comme équivalant au baccalauréat les certificats de fin d'études qu'elle délivrait⁷⁷. L'Institut Français prit alors l'initiative d'organiser des cours de préparation au baccalauréat pour les Français de Bucarest⁷⁸.

⁷⁵ Lettre du Ministre de France à Bucarest au Ministre des Affaires Etrangères français, le 17 juin 1932 (Archives MAE, Nantes, carton SOFE 327).

⁷⁶ Rapport du 26 décembre 1938 (Archives MAE, Nantes, carton SOFE, 329).

⁷⁷ Lettre du Ministre des Affaires Etrangères au Ministre de l'Education Nationale, le 28 mai 1940 (Archives MAE, Nantes, carton SOFE, 329).

⁷⁸ Archives MAE, Nantes, carton SOFE 325.

Néanmoins, les objectifs premiers de la Mission Universitaire furent accomplis. Après avoir accompagné l'enseignement en roumain dans les nouvelles provinces, et exprimé, indirectement, la sympathie et l'appui de la France pour la Roumanie, elle allait trouver une place de premier ordre d'ailleurs, parmi les autres langues étrangères enseignées en Roumanie. Les efforts d'élargir son influence à un public plus nombreux, et l'état général de négociation permanente afin de garder une situation privilégiée auprès du gouvernement roumain représentent les préoccupations les plus récurrentes de la Mission Universitaire Française en Roumanie dans les années 1930–1939.

c) RENCONTRER ET GAGNER LE GRAND PUBLIC

C'était un dessein qui apparaissait dans la politique culturelle du Quai en Roumanie surtout à partir de 1936. Un accord commercial fut conclu la même année, qui incluait des dispositions facilitant aux boursiers roumains en France l'obtention de devises. Les différents intérêts des grands pays européens se manifestaient aussi par la concurrence pour les marchés scientifiques et techniques, et pour l'influence sur l'opinion publique à l'extérieur. Ils souhaitaient donner à leur présence en Europe Centrale une valeur plus large que la propagation de la culture.

Dans ce contexte, l'inauguration officielle de l'Institut Français devenait une priorité. Grâce à la bienveillance de Jean Cantacuzène, l'Institut fut d'abord installé 19, rue Nicolae Balcesco.

En 1928, une vente fictive – préférable à une donation, fragile dans une période de changement législatif – marqua son passage dans la propriété de l'Université de Paris. Mais à la mort de Jean Cantacuzène, en 1934, la famille souhaitait vendre la maison.

A la suite d'une enquête en ville, le directeur de l'Institut avait sélectionné trois autres maisons, Ruleta, Filipesco et Olanesco susceptibles d'abriter l'Institut contre deux millions de francs. Un rapport fourni de photos et de descriptions précises fut envoyé au Comité de direction de Paris. La maison Olanesco fut achetée en janvier 1936, par un prêt de l'Université de Paris auprès la Caisse de Dépôts. L'étape suivante, l'ameublement et la décoration, allaient être organisés moins facilement. Avec le même enthousiasme, Alphonse Dupront, à qui le Comité témoignait, lors de sa réunion du 10 mars 1936, son «entière confiance et sincère gratitude pour son inlassable dévouement», constitua un dossier destiné à l'étude de décoration de cette maison. Il partit même à Paris pour rencontrer les ensembliers et les décorateurs. En octobre 1937, quatre avant-projets étaient établis. En Roumanie la situation devenait pressante. Le fisc s'intéressait de près à l'immeuble de l'Institut et la Légation souhaitait presser son inauguration, par rapport à l'influence croissante des autres pays. Le 14 février, l'accord fut donné pour le projet de l'architecte Félix Brunau, avec la décoration d'André Arbus. Ce dernier fit un voyage à Bucarest en fin d'année 1938.

Jean Marx aurait envisagé volontiers que l'inauguration d'un nouveau cadre des œuvres françaises coïncide avec la signature de l'accord culturel. Mais plusieurs projets de faire venir les meubles ont échoué, en fin octobre 1939, ou en 1941. Ils n'arriveraient qu'après la guerre, en 1947. La seule célébration de l'Institut Français pendant cette période reste son dixième anniversaire, en 1934. Mais l'activité inlassable de ses membres trouvait son écho dans la société roumaine de l'entre-deux-guerres et demeurait dans toutes les sympathies qui lui furent témoignées. Si par rapport à l'esprit de l'époque c'était un objectif qui n'avait pas abouti, un éloignement temporel permet de constater que cela n'enlève rien à toutes les énergies de travail qui avaient été investies dans ce projet.

Tant les écoles privés, que les professeurs de la Mission et les membres de l'Institut adressaient des demandes régulières au Ministère des Affaires Etrangères pour recevoir des livres. Les subventions et les dons de celui-ci étaient courants, surtout après la crise du livre de 1921.

En décembre 1932, afin d'enrichir la bibliothèque de l'Institut, Dupront proposait à la Légation un échange: l'envoi gratuit de livres par les éditeurs contre des comptes-rendus rédigés à l'Institut, adaptés au public cultivé. Pour assurer la documentation du centre de recherches, le directeur offrait en 1934 aux étudiants la possibilité de faire des prêts de livres à la Bibliothèque Nationale Française.

En 1936, les événements de Paris allaient favoriser encore plus la diffusion du livre français à l'étranger. La «Commission interministérielle chargée de l'action de l'information à l'étranger» venait d'être créée. Son responsable était Pierre Vienot, sous-secrétaire d'Etat au Ministère des Affaires Etrangères. Un crédit de vingt millions de francs était attribué pour ce programme en vue d'assurer le don de livres du gouvernement français. Il accordait la priorité aux pays de l'Europe Orientale, où ces actions commençaient à avoir du recul.

Pendant l'hiver 1936, une quarantaine d'experts avaient travaillé pour rédiger un catalogue de sept mille titres choisis. L'opération de don était destinée à cinquante cinq pays, dont la Roumanie occupait la deuxième place, après la Yougoslavie, avec un crédit d'un million vingt-trois mille francs. En décembre 1936, Alphonse Dupront avait déjà préparé une liste de commandes, ainsi que le projet de distribution de ces livres. Bref, les six premiers mois de l'année 1938, deux cent soixante-sept caisses à cent vingt-cinq volumes chacune partaient pour soixante-seize établissements de vingt-neuf villes de la Roumanie⁷⁹.

Concernant l'Institut Français de plus près, cette action allait être valorisée encore plus à partir de 1939, quand Germaine Lebel, de la bibliothèque de la Sorbonne, était nommée en poste à Bucarest.

L'Institut offrait aussi la possibilité de connaître les dernières tendances de la recherche en France, par un service de presse qui permettait la lecture d'une

⁷⁹ André Godin, *op. cit.*, p. 82-84.

dizaine de titres. Parmi ceux-ci, la «Revue des deux mondes», la «Revue de Paris», la «Revue d'histoire littéraire», la «Revue de littérature comparée», la «Revue philosophique», les «Annales d'histoire économique et sociale». En juillet 1936, on a formulé aussi le projet d'organiser un service sélectif de journaux, qui arrivaient en Roumanie par avion.

Mais la réussite la plus éclatante reste la Semaine du Livre à Bucarest, du 1^{er} au 8 décembre 1938. Elle était le résultat d'un projet du même directeur, qui avait souhaité, en 1935 déjà, organiser une exposition de livre français à Sala Dalles, ce qui aurait provoqué une vague d'activités francophones à Bucarest. Le budget pour cette action fut disponible seulement en 1938, quand un crédit spécial de trois cent mille francs fut ouvert à ce but. L'investissement était couronné par la présence de Georges Duhamel, le président de l'Alliance Française, Jean-Louis Vaudoyer, critique d'art et André Thérive, journaliste au «Temps». Alphonse Dupront avait établi le guide de commandes du «Catalogue vert». Les taux de change pour le prix des livres étaient calculés à la moitié de leur valeur. Soixante et une librairies de Bucarest et seize en province participaient à l'action. Préparée par une conférence de presse d'Alphonse Dupront, le 30 novembre et par de affiches publicitaires, l'évènement eut des échos dans toute la presse, ainsi que dans la haute société. La séance solennelle du 5 décembre eut lieu aux fondations Carol 1^{er} et des conférences et interviews ont été organisées, tant à Bucarest, que dans le pays.

En 1936–1937, le rehaussement des crédits pour l'action française à l'étranger profitait aussi à l'Association Française d'Echanges Artistiques, qui était subventionnée en partie par le Quai. Elle gérait les échanges artistiques de la France, en s'assurant que l'image artistique transmise correspondait aux orientations officielles générales. Une telle structure était forcément académique, elle ne pouvait compter qu'avec les valeurs sûres et identifiées comme typiquement françaises dans le monde entier.

Pour organiser l'accueil dans les différents pays, l'association avait des correspondants. En Roumanie, la liaison était gardée jusqu'à son départ par le président de l'Union des Français, Dacosta (1928), ensuite par le professeur Thévenin (1929) et le journaliste Scarlat Fronda, le directeur de «Rampa». La réussite des activités du professeur Dupront en Roumanie détermina le Comité de lui confier la responsabilité de toutes les relations culturelles du Ministère des Affaires Etrangères, du ministère de l'Instruction Publique et des Beaux Arts, et de l'Université de Paris en Roumanie. Il devenait donc également le correspondant de cette association, en assurant l'organisation globale, harmonieuse de ses interventions en Roumanie.

Il s'agissait essentiellement de spectacles de musique classique. En 1932, le ténor Till chantait à l'Opéra de Bucarest. En 1934, Pia Igy, une cantatrice d'origine roumaine formée à Paris, donnait des concerts à l'Athénée. En avril 1937, le pianiste Gilles Guibert donnait des récitals à Brăila, Turnu Severin, Timișoara. En novembre 1937, Robert Soetens allait jouer à la Philharmonie de Bucarest. Il

reviendrait l'année suivante, pour la Société de Radiodiffusion, mais aussi en concert à Timișoara, Brașov, Bucarest. Alphonse Dupront savait valoriser au mieux ces spectacles: «Fort d'une expérience concluante, nous avons voulu que ces récitals fussent gratuits. Cette disposition nous permet le choix de l'assistance et nous ménage du même coup, la possibilité d'obliger nos amis fidèles.»⁸⁰

Yvonne Lefebure, Georges Héritier, Geneviève Dorvyl, Magda Tagliafero passèrent en Roumanie en 1938, en rencontrant le public enthousiaste de la Philharmonie, de l'Opéra ou de l'Institut. En mai 1939, le pianiste Alfred Cortot jouait à Bucarest. Devant la forte présence allemande à Bucarest – la Philharmonie de Berlin, le Théâtre lyrique de Francfort, les Français réagissaient en offrant des partitions gratuites pour les Opéras de Bucarest, de Cluj et des enregistrements pour la radio.

Comme pour les autres domaines, la guerre n'arrêta pas les échanges: en décembre 1939, le violoniste Michel Bernard donnait un concert à l'Odéon, en 1940, le chef d'orchestre de l'Opéra Comique, Albert Wolff, dirigeait les spectacles de la Philharmonie de Bucarest. A l'Institut même, Jean Mouton avait commencé à organiser des auditions musicales, ainsi qu'une collection de disques.

Parmi les événements de théâtre les plus attendus en Roumanie était l'arrivée de la Comédie française. Plusieurs projets ont été exprimés sans succès. Dans les années 20, les spectacles en français étaient organisés surtout lors des anniversaires des grands écrivains, auxquels les professeurs français accordaient une place spéciale dans leurs fêtes d'école.

A partir de 1930, plusieurs sociétaires de la Comédie française, en tournée en Europe Centrale et dans le Proche Orient avait donné des spectacles à Bucarest – en 1931, Cécile Sorel, plus tard, Mme Dussane et Jacques Copeau. La Comédie française pouvait enfin se produire à Bucarest deux fois : en 1936 et en 1940. En 1935, Alphonse Dupront proposait une tournée avec quinze sociétaires environ. Elle eut lieu l'année suivante, avec cinq représentations, dont une gratuite à Bucarest. Les spectacles, essentiellement des pièces de Molière et Musset, avaient eu un grand succès. Du 7 mars au 14 avril 1940, de passage à Bucarest, en route pour l'Amérique du Sud, la Comédie charmerait encore une fois le goût classique des amateurs de théâtre de la capitale.

Les médias recevaient une importance nouvelle dans la deuxième moitié des années 30, quand la propagande devenait à nouveau un mot fréquent dans le langage international. En décembre 1937, un Service d'information et de presse était créé à l'Institut. Il devint fonctionnel l'année suivante, avec le but d'augmenter la présence des sujets français dans la presse roumaine.

La radio nationale bénéficiait aussi de dons gratuits d'enregistrements de musique classique, de la part de l'Institut Français. Les émissions relatives à la France étaient réalisées sur place, ou envoyés directement de France.

⁸⁰ Rapport du 6 octobre 1937 (Archives MAE, Nantes, Bucarest, 171).

Des enquêtes du Service des Œuvres sur le cinéma en Roumanie, il résultait que, du moins en 1933, cet art était encore peu accessible. A l'époque il y avait dans le pays vingt huit distributeurs, et quarante films français en circulation. Leur audition était différente: dans les provinces roumaines nouvellement rattachées, la population des villes, de culture allemande et hongroise, ne manifestait pas beaucoup de sympathie pour la culture française, qu'elle connaissait «à travers des propagandes qui la déforment»⁸¹. Dans une analyse des services de l'Ambassade, relative à la situation des films français, on remarquait la popularité plus grande des artistes étrangers – Marlene Dietrich était préférée à Mlle Nitouche dans le même film, allemands ou américains, ainsi que la spécificité de l'esprit parisien, qui n'était pas toujours aimée par le public de Bucarest. Les actualités étaient aussi trop orientées vers le goût français et ne servaient pas assez la propagande.

En 1934, un fond national de cinéma était créé en Roumanie, mais l'appel d'offre lancé pour les productions cinématographiques dans le pays n'avait pas reçu les réponses attendues. En avril 1936, un laboratoire roumain étant créé, «Cinematografia română», il utilisait un appareil fourni par la maison Debrie⁸².

En 1937, la France entamait une collaboration avec l'Office National du Cinéma de Roumanie, par l'intermédiaire de la mission de A. Gorce. Au terme de plusieurs voyages, elle avait réussi à faire accepter une proposition de distribution de trente films français dans les écoles roumaines, y compris dans le cours qui assuraient l'éducation du Prince Michel.

Les enquêtes du Service des Œuvres au sujet du cinéma en Roumanie continuaient en 1938. A l'époque, il y avait trois cent quatre-vingt salles de cinéma en Roumanie, dont 5 à 10% dotées d'appareils sonores. La capitale avait quarante deux salles, de première vision ou de quartier. Le coût d'un billet variait entre vingt et soixante lei. Le marché était occupé en majorité de 50% par les films américains, suivis par les films allemands (15%), à égalité avec les films français.

Après le début de la guerre, les salles de cinéma devaient inclure dans leurs spectacles des journaux d'actualité. Les documentaires allemands sur la campagne de Pologne avaient été refusés par la censure, mais présentés en réunion privée, devant mille cinq cents invités, à la Légation: «Tout sert à faire voir la capacité de se défendre de l'Allemagne, sa puissance d'attaquer, son calme imperturbable, ses provisions incalculables.» Ce type de propagande ne pouvait qu'être rejeté par le public, tant à cause de l'injustice de la guerre commencée, qu'à cause de sa forme. En avril 1940, après des vociférations devant les actualités allemandes, un décret de la préfecture de Police interdisait toute manifestation pendant le film: «Les voix se sont tuées. Il n'en a pas été de même pour les sentiments.»⁸³

⁸¹ Le 11 novembre 1933 (Archives MAE, Nantes, carton Bucarest, 160).

⁸² Lettre d'Ormesson, avril 1936 (Archives MAE, Nantes, carton Bucarest 160).

⁸³ Note de Paris, le directeur des Relations Commerciales, le 13 février 1936 (Archives MAE, Nantes, carton Bucarest 160).

Les journaux représentaient un domaine d'action très important. En janvier 1940, le Service des Œuvres a pu en envoyer plusieurs en Roumanie. Ils ont été exploités très soigneusement: il y avait des séances sur invitation, destinées à l'élite, des séances réservées à un public spécial, comme «Straja Țării», «Carmen Sylva», les élèves de l'Institut, ou de la Maison des Français et, enfin, des séances pour les circuits commerciaux.

L'organisation de la participation française à des expositions et manifestations scientifiques en Roumanie incombait aussi à l'Institut Français. Pour ne donner que quelques exemples, des conférences françaises eurent lieu en juin 1931, au Congrès médical roumain de lutte contre la tuberculose. La France était présente l'Exposition de l'Enfant, en mai 1932 à Bucarest. Sur proposition de son directeur, l'Institut avait commencé à traduire aussi les contributions roumaines à des expositions internationales: en 1937, les volumes édités par l'Académie Romaine lors de l'Exposition Universelle, le Catalogue de la Collection Royale de Peinture, les interventions au Colloque international de la Rage bénéficiait d'un écho plus large, grâce à cette initiative. Le renforcement de la présence allemande dans le pays n'était pas de nature à décourager le directeur de l'Institut Français, tout au contraire. Ce fut le cas en 1939, quand pour l'Exposition «Travail et joie», il proposa la constitution de troupes de jeunes acteurs amateurs, qui donnent des spectacles dans le pays.

Une exposition sur initiative française fut organisée en 1938 à Bucarest, avec le thème: «Le Portrait français. Dessins, gravures, estampes du XVI^e siècle à nos jours». Elle a été inaugurée par Georges Huisman, le Directeur général des Beaux Arts. Hébergées par le musée Toma Stelian, deux cents peintures ont pu être regardées, pendant quinze jours, par quatre mille visiteurs. Avec l'exposition du livre, ce sont les manifestations les plus importantes de l'époque en la matière.

III. UNE RÉUSSITE CERTAINE, DANS UN CONTEXTE PEU FAVORABLE

a) REJOINDRE LES DESSEINS D'UNE POLITIQUE GLOBALE EN ROUMANIE

Une ouverture économique avait lieu dans les relations entre les deux pays en 1936. Lors des négociations de février 1937, et compte tenu des difficultés rencontrées pour obtenir des devises, le directeur de l'Institut Français sollicita une disposition relative à ce sujet. Estimant un nécessaire de deux millions cent mille francs par année, il avait fini par obtenir une réserve de devises de deux millions cinq cent mille francs, que la Banque Nationale Roumaine mettait à la disposition des échanges de la Mission Française.

Mais le développement des relations culturelles allait enregistrer le progrès le plus important de ces deux décennies en 1939, quand un accord culturel fut signé.

Il marquait aussi un aboutissement de la politique de collaboration qu'Alphonse Dupront avait, petit à petit, suggérée et mise en place, avec l'accord et appui du département de Paris. Le représentant de ce dernier lui manifestait sa gratitude: «Je vous remercie de m'avoir fait parvenir l'accord si remarquable, à la conclusion et à la rédaction duquel vous avez si puissamment contribué. Je crois que si nous pouvions faire suivre cette signature de la manifestation qui marquera l'inauguration des nouveaux bâtiments de l'Institut, nous aurons fait une belle œuvre, pour laquelle votre rôle n'aura pas été vain.»⁸⁴

L'acte a été très bien accueilli par le gouvernement roumain, qui «a tenu à donner à cet accord un cérémonial inaccoutumé; M. Gafenco, le ministre des affaires étrangères et M. Petre Andrei, le ministre de l'Education Nationale, ont prononcé à cette occasion des discours... particulièrement chaleureux à l'égard de notre pays»⁸⁵. Il était interprété comme une forme de résistance culturelle, ayant suivi à distance d'une semaine la signature du traité économique roumano-allemand, pratiquement imposé à la Roumanie. «On estime à Bucarest qu'en agissant de la sorte le Gouvernement Royal a fourni une excellente réponse à ceux qui prétendaient que ce pays avait aliéné une partie de son indépendance et l'on souligne avec complaisance que ces manifestations de l'entière liberté d'action de la Roumanie ont été en faveur de la France, l'ami des bons et des mauvais jours.»⁸⁶

Certes, les conséquences pratiques des deux accords ne pouvaient pas être comparables, surtout à court terme et en l'absence d'une convention économique roumano-française. Mais sur un plan humain, la confiance que ce type d'entente pouvait inspirer aux amis de la France, le partage des mêmes valeurs constituaient les sources d'une continuité parfois souterraine, qui n'était pas sans intérêt dans les vagues des courants de pensée futurs: «Dans les circonstances actuelles, un accord culturel amène à un éclaircissement et une détente morale. Il prouve le désir infatigable et ininterrompu de nos peuples amis d'établir et de développer leurs liaisons naturelles par une collaboration effective dans le domaine le plus intimement lié à l'éternité de l'existence nationale.»⁸⁷

Conformément aux souhaits du gouvernement roumain, seuls l'accord et le préambule ont été publiés, les annexes et le protocole demeurant secrets. Au fait, l'accord confirmait et garantissait les acquis de la Mission Universitaire en Roumanie, en élargissant les droits de ses professeurs aux membres de l'Institut Français. L'Institut était ainsi reconnu officiellement par l'Etat roumain, en ayant le droit d'ouvrir des filières dans le pays, ainsi que d'acquérir des immeubles et de déloger.

⁸⁴ Jean Marx, le 6 avril 1939 (Archives MAE, Nantes, carton Bucarest, 182).

⁸⁵ Lettre d'Adrien Thierry au Ministère des Affaires Etrangères, le 3 avril 1939 (Archives MAE, Nantes, carton SOFE, 325).

⁸⁶ Rapport d'Alphonse Dupront à l'Association Française d'Expansion Artistique (Archives MAE, Nantes, carton SOFE, 325).

⁸⁷ Adrien Thierry, minute, le 2 avril 1939 (Archives MAE, Nantes, carton SOFE, 325).

Son directeur avait un statut officiel de représentant de l'Ambassade de France pour la coopération intellectuelle. En ce qui concerne l'enseignement en français, tant par les congrégations, que par les professeurs de l'enseignement secondaire et universitaire, une liste était soumise par le directeur de l'Institut Français au Ministère de l'Education Nationale roumaine chaque année, pour obtenir les autorisations nécessaires en Roumanie. La proposition de créer une école française à Bucarest fut acceptée aussi ; elle devait comporter deux sections, une pour les Roumains, qui préparerait les élèves au baccalauréat roumain, et une deuxième, «strictement réservée aux Français et aux étrangers», pour le baccalauréat français.

Les cercles d'études et les cours de français organisés par l'Institut Français dans le pays étaient reconnus et autorisés par la partie roumaine.

Au niveau des études universitaires, la possibilité d'ouvrir des chaires d'histoire et de civilisation française auprès de toutes les universités du pays devait être étudiée.

En ce qui concerne la partie française, elle consentait à l'ouverture de postes de lecteurs roumains auprès de l'Université de Paris et en province. Les éventuels cercles d'étude du roumain en France devaient être gérés par un organisme roumain central, l'équivalent de l'Institut Français en Roumanie.

La question des échanges universitaires était aussi résolue par une réglementation stricte, ainsi que par une mise au point prévue pour le système des équivalences.

Un fond culturel commun allait être créé, pour faciliter les échanges universitaires, la vente de livres, journaux, films et disques dans les meilleures conditions d'importation et de transport possibles, ainsi que pour la traduction et vulgarisation des recherches des savants des deux pays.

La conclusion de l'accord culturel franco-roumain représentait une réussite dans la mesure où il était l'aboutissement légitime de la coopération. C'est une décision imprégnée par le besoin de s'assurer de l'alliance politique à l'heure où celle-ci n'était pas du tout acquise. De ce point de vue, c'est presque un acte manqué : la garantie de la Roumanie n'était pas explicite, et après la fin de la guerre, il fut dénoncé de façon unilatérale par les communistes.

Mais par rapport à toute l'évolution de l'action française en Roumanie, cet accord représentait sa confirmation la plus haute, en ayant des conséquences bénéfiques sur la vie de l'Institut Français.

b) L'INSTITUT FRANÇAIS DE BUCAREST – CENTRE DE LA COOPÉRATION INTELLECTUELLE AVEC LA ROUMANIE. REMPARTS D'HUMANISME

Après 1935, une France de plus en plus préoccupée par sa position en Europe attachait une grande importance à sa mission culturelle, menacée par la concurrence allemande. Les deux pays adoptèrent des solutions différentes pour présenter leur image à l'étranger. L'Allemagne composait avec les particularismes nationaux. Leur expression, qui trouvait un terrain accueillant à différents niveaux

et courants de pensée dans tous les pays de l'Europe centrale, constituerait une base de sa théorie de l'expansion légitime. Quant à la France, elle comptait garder son capital traditionnel de sympathies en Europe, en faisant connaître et reconnaître sa mission civilisatrice et ses valeurs universalistes.

Le Département d'information du Quai avait organisé en février 1937 une visite des oeuvres françaises de Prague, Bratislava, Vienne, Budapest et Zagreb, dont la conclusion reflétait assez bien l'état d'esprit de l'époque: «Ce bref exposé d'un voyage qui m'a laissé des souvenirs réconfortants a pour but de vous convaincre, mes chers auditeurs, tout d'abord des sympathies certaines et agissantes que la France conserve dans tous les pays que j'ai traversés, des efforts constants que font d'autres peuples pour se substituer à nous, sans grand succès, heureusement, et de la nécessité absolue d'intensifier notre action par l'élargissement des centres qui existent, par la création d'instituts nouveaux, l'augmentation des crédits, et par l'envoi toujours plus fréquent de Français, porte-parole de leur patrie, et s'efforçant dans un langage simple et clair d'intéresser leurs auditeurs à ce qui fait la grandeur de la civilisation française.»⁸⁸

En Roumanie, les œuvres françaises déjà établies allaient être renforcées. Si dans d'autres pays l'Institut Français avait gardé plus strictement son rôle de coopération universitaire – en Tchécoslovaquie, par exemple, les cercles français étaient rattachés à l'Alliance Française, en Roumanie il était devenu le centre de toutes les activités culturelles qui accompagnaient l'enseignement. A ce titre, le directeur de l'Institut Français en Roumanie avait soutenu de façon répétée le développement des cercles français. Il importait non seulement qu'ils puissent dérouler leur activité, mais aussi les conditions qui étaient proposées au public. Dans ce but, il souhaitait acheter des livres et des meubles qui permettent aux professeurs non seulement de recevoir les étudiants passionnés de français, mais aussi d'organiser d'éventuelles conférences à caractère mondain, qui servaient la publicité de leur activité: «Il importe maintenant de généraliser, aux plus importantes villes de la Roumanie, une politique d'installation qui a déjà sur certains points, à Cernăuți par exemple, parfaitement réussi. Chacun de nos Cercles doit avoir un budget lui permettant d'assurer son loyer, des frais d'entretien de son local, l'ouverture de sa bibliothèque et d'offrir périodiquement de petites réceptions qui compteront dans les mondanités de la ville où elle exerce son rayonnement.»⁸⁹

En 1939, dix-neuf cercles avaient une salle de lecture, des bibliothèques et proposaient des cours de langue, ainsi que de petites réceptions. Seize pourcents du budget de la Mission leur était destiné⁹⁰. Cette organisation dans le territoire correspondait au centre d'études françaises de l'Institut Français à Bucarest.

⁸⁸ «Timpul», extrait de la lettre du ministre français en Roumanie au Ministère de l'Education Nationale, le 3 avril 1939.

⁸⁹ Rapport de fin d'année 1937, Archives MAE, Nantes, carton Bucarest, 171.

⁹⁰ André Godin, *op. cit.*, p. 107–109.

Si en fin d'année 1937 l'Institut de Bucarest était abonné à plusieurs journaux français, pour la province était prévue la création d'un service de presse et d'information: «Celui-ci doit s'organiser cette année, et partiellement en collaboration avec l'agence Téléfrance, dont il convient, d'après la décision du Département, de subventionner l'activité de documentation photographique.»⁹¹ La diffusion des journaux d'actualités françaises allait compléter, deux années plus tard, cette démarche.

A la popularité de la France contribuaient aussi les voyages d'études ou d'été accordés aux meilleurs élèves. Le budget devait soutenir aussi cet «excellent moyen de propagande, avec très large retentissement dans le pays»⁹².

Toutes les propositions du directeur Dupront avaient un but précis: «notre ambition demeure d'éclairer par tous les moyens le pays roumain sur les vraies valeurs de la spiritualité et de la civilisation françaises»⁹³.

Aux moyens de diffusion venait s'ajouter le cinéma. Des films documentaires étaient expédiés déjà en 1921, mais ces envois sont devenus réguliers surtout pendant les années 30, en étant utilisés auprès des écoles. En 1939, ces films allaient devenir des supports de propagande. La partie française avait proposé d'utiliser le stock de films Pathé-Baly, sous-titrés en roumain, pour organiser une tournée de projections dans le pays. Le contact avec Dimitrie Gusti aurait pu faciliter l'hébergement de ces projections par les centres de la Fondation Carol dans le pays. L'appareil, un Super Pathé 16, pouvait tenir sur une moto: «Ce matériel pourrait être installé rapidement dans des réunions mondaines, les Universités, les écoles, les villages les plus éloignés, les stations climatiques et balnéaires très nombreuses en Roumanie, mais dépourvues de plus souvent de confort et de distractions.»⁹⁴ La distribution de trente à cinquante films par an – le film faisait le tour du pays pendant deux ans, était proposée avec la même occasion.

Nous n'avons pas encore l'écho de ce projet, mais nous savons qu'en avril 1940, des journaux français arrivaient en province. «Sommes-nous défendus?» était diffusé dans treize villes de la Roumanie.

L'automne de 1939 imposait le passage d'un seuil dont les significations purement pédagogiques étaient alourdies et retardées par l'attaque de la Pologne. La réaction du directeur de l'Institut de Bucarest devant cet événement a été tout simplement impressionnante. Pas question de prendre une position défensive, si ce n'est qu'avec beaucoup d'optimisme et lucidité: «Il est certain que le maintien des œuvres françaises pendant la période de guerre impose à celles-ci, comme à ceux qui en ont la responsabilité, un pressant devoir d'efficacité et de rayonnement

⁹¹ Rapport du 20 décembre 1937 (Archives MAE, Nantes, carton Bucarest, 171).

⁹² Rapport du 20 décembre 1937 (Archives MAE, Nantes, Bucarest, 171).

⁹³ *Ibidem*.

⁹⁴ Archives MAE, Nantes, carton Bucarest, 160.

multiples.»⁹⁵ Un mois après la reprise de l'activité, Alphonse Dupront analysait son état, afin de proposer un plan d'action. Il commençait par rappeler les deux buts essentiels de la présence culturelle française en Roumanie: une «politique de formation des élites aux méthodes et aux valeurs spirituelles françaises», ainsi qu'un «rayonnement plus large, en province surtout, dans une opinion de culture moyenne à entretenir dans une connaissance saine des réalités françaises.»⁹⁶

Compte tenu de la position de neutralité de la Roumanie, le travail pouvait continuer comme pendant la période de paix. De plus, il envisageait s'appuyer sur la popularité déjà acquise des œuvres, afin de rendre les gens sensibles, sans immixtion politique aucune, aux valeurs soutenues par la France: «La situation de guerre trouve nos œuvres de longue date préparées à une action sur les hommes, d'autant plus importante qu'elle peut atteindre, au-delà de la capitale, la pays entier.»⁹⁷

La formation des «hommes» constitue l'inspiration qui apparaît en filigrane de toutes les actions du professeur Dupront. Cette dignité des principes et des valeurs n'était pas chose facile à imaginer dans une telle période. Elle fut pourtant la ligne de conduite d'Alphonse Dupront, et celle de l'Institut et de la Mission qu'il dirigeait en Roumanie.

Ses indications visaient, à tous les niveaux d'enseignement, le renforcement de la présence des professeurs français, de sorte qu'ils répondent en même temps aux attentes de leurs élèves et étudiants: l'Institut et la Mission allaient poursuivre leurs activités à Bucarest et dans le pays, en multipliant les contacts et en continuant, aussi longtemps que possible, les échanges réguliers: les tournées, les visites des professeurs dans les deux pays. En plus de la formation habituelle, les professeurs français des Universités roumaines tenaient des cours de langue, d'histoire de l'art, d'histoire et de civilisation françaises, ouverts à tout public. A l'aide de leurs collègues des universités roumaines, ils organisaient des cours et des travaux pratiques pour les disciplines essentielles. Dans les villes sans université, les professeurs de la Mission assuraient le déroulement normal des activités des centres d'études françaises, en organisant en même temps des cours de français pour les élèves des dernières classes de lycée, qui pouvaient leur permettre d'apprécier ou d'orienter leurs études universitaires dans ce domaine. Enfin, dans toutes les villes où des études supérieures de spécialité étaient organisées, les professeurs de la Mission organisaient des cours d'analyse de la bibliographie spécialisée, en français.

Le recrutement des meilleurs étudiants pour les bourses et les excursions d'été accordées par le Quai devait aussi continuer: «Il importe plus que jamais semble-t-il, de maintenir cette politique d'encouragements matériels et même de

⁹⁵ *Ibidem.*

⁹⁶ Rapport du 6 octobre 1939 (Archives MAE, Nantes, carton Bucarest, 159).

⁹⁷ *Ibidem.*

l'élargir.»⁹⁸ Suite à l'accord récemment conclu, la situation des boursiers qui étaient de retour de France devait être résolue, par la mise au point du système des équivalences, mentionné dans les annexes de l'accord culturel.

Quant à l'action de l'Institut à Bucarest, Dupront avait organisé un cycle de conférences hebdomadaires, «Les réalités de la France contemporaine», qui se déroulait en parallèle avec les conférences sur l'histoire et la civilisation française.

Tous les moyens de propagande étaient examinés, pour une utilisation meilleure: la presse, reprise par des comptes-rendus et des traductions, ou par des propositions de rédaction d'articles. Les relais de l'Institut pouvaient assurer la circulation des photographies et des documentaires d'actualité. Le discours du directeur accompagnait parfois les projections françaises à Bucarest: «Ces films, de technique, d'art et d'histoire, convergent à montrer l'activité créatrice, exigeante d'harmonie, de l'homme en France... Visage vrai de la France, que cette conscience sûre et parfois si attentivement délicate de ce qui fait aujourd'hui sa grandeur: le culte éclairé du passé guide ses fils aujourd'hui, au service d'une civilisation, fidèle à la promesse méditerranéenne, créatrice de beauté, exaltatrice de l'homme dans l'accomplissement de tous ses devoirs.»⁹⁹ C'est ainsi qu'il envisageait l'action de rayonnement artistique, qu'elle soit accomplie par le film, par la venue d'artistes de France, par la présence Radiodiffusion roumaine ou par les auditions musicales à l'Institut.

c) VERS DES TEMPS TROUBLES...

La Roumanie n'avait malheureusement pas pu bénéficier de la présence d'Alphonse Dupront assez longtemps pour que l'esprit de son rayonnement personnel puisse soutenir la politique culturelle française installée pendant l'entre-deux-guerres. Son départ coïncidait non seulement avec le début de l'effritement du système d'échanges qu'il avait créé dans les années 30, mais avec le déclin progressif de toute la présence française en Roumanie.

Après l'effondrement de la France, en août 1940, des changements politiques radicaux étaient attendus. A la mi-août 1940, Jean Marx fut obligé de communiquer à Dupront la fin de sa mission en Roumanie. Juif, lui-même était remplacé à la direction du Service des œuvres françaises par Poirier. Le départ effectif de Dupront eut lieu à la mi-mars, pour l'Université de Montpellier. Son directeur adjoint, Jean Mouton, allait occuper la fonction de directeur de l'Institut jusqu'en mars 1946, quand il demanda son départ. Avec André Godin, distinguons deux périodes dans le mandat de Mouton: 1940–1944, et 1944–1946.

⁹⁸ *Ibidem.*

⁹⁹ Alphonse Dupront, discours du 8 juin 1940, Cinématographe ARO de Bucarest, cité par André Godin, *op. cit.*, p. 115.

Pendant la première période, l'Institut avait continué de donner une variété de cours: publics, ouverts cinq jours par semaine, sans inscription, des travaux pratiques, pour les étudiants inscrits, des cours pour les lycéens, et des cours de préparation pour l'examen de capacité.

Le 23 août 1944, avec la libération de Paris et le retournement de la Roumanie dans le champ des alliés, a marqué aussi un rapprochement culturel de la Russie soviétique. La Mission française changeait de concurrence. Elle allait apparemment pouvoir évoluer comme auparavant. Une section scientifique, sous la responsabilité de Marguerite Cordier, avait été ouverte pour préparer les étudiants à l'examen de licence. Mais, en parallèle, l'ARLUS créait déjà ses filiales dans tout le pays.

Pendant la période 1946–1949, un nouveau directeur, le dernier en place avant la révolution roumaine de 1989 arrivait. Son parcours était exceptionnel par rapport à celui des directeurs de gauche nommés à Prague et à Varsovie. A vingt six ans, Philippe Rebeyrol était agrégé d'histoire-géographie, il s'était échappé d'une prison de guerre et avait rejoint les Forces Françaises Libres.

Au début de cette dernière période, le souhait de continuer les relations dans l'esprit de l'accord culturel semblait pouvoir être réalisé à l'aide des nombreuses négociations mises au point. Un comité avait été nommé à Bucarest pour les échanges intellectuels avec la France. Pour supplier à l'isolement des professeurs, le directeur avait relancé «Le Bulletin mensuel de la Mission Universitaire». L'arrivée d'un nouveau bibliothécaire, Roland Barthes, ancien camarade de Rebeyrol à l'Ecole Normale Supérieure, donnait un souffle d'espoir d'excellence à l'Institut. Celui-ci avait créé une bibliothèque scientifique et perpétué la tradition des auditions musicales. Les centres de Iași – en 1947, quatre-vingt pourcents des professeurs universitaires étaient formés en France –, de Cluj et d'Alba Iulia étaient relancés.

En revanche, 1946 était passé en l'absence de tout conférencier de France. En 1947, Tristan Tzara seul était accepté. Enfin, en 1948, la venue de deux professeurs de gauche, René Dumont et Pierre Georges, avait été refusée. Cette année-là serait fatale: en mars, les bibliothèques françaises furent censurées. En juin, les contrats des professeurs de la Mission Universitaire ont été résiliés, à l'exception de celui de Jacquier, qui avait fait une déclaration d'adhésion au communisme. Le 3 août 1948, les locaux de l'Ecole française de Bucarest ont dû être remis au gouvernement roumain. Les sœurs de Notre Dame de Sion étaient séquestrées, et les œuvres de charité de l'ordre Saint Vincent de Paul – cinq cent lits réservés à l'hôpital à leur charge – interdits.

Dans ces conditions, la rentrée de 1948 se passa sans séance inaugurale. Un projet de créer un institut roumano-soviétique et un institut de culture universelle, pour les relations avec toutes les autres cultures, en disait long sur le sort réservé à l'Institut Français. Pas plus tard qu'en novembre, l'accord culturel franco-roumain fut dénoncé par le gouvernement roumain. Le directeur de l'Institut allait rentrer en France en mars 1949. Les professeurs français qui restaient dans le pays avaient été

déclarés indésirables. Du 2 au 9 mars 1950, une semaine d'arrestations à la bibliothèque de l'Institut marquait la fin de cette dernière activité. A Iași, grâce au professeur Nicolae Popa, des livres français étaient sauvés dans sa bibliothèque privée et circulaient en silence parmi les étudiants. Par la suite des protestations des milieux universitaires de Cluj, la bibliothèque française de cette ville fut tolérée jusqu'en 1952.

A partir de 1952, le silence prit le devant de la scène. Il fut interrompu seulement en 1970, suite à l'ouverture inaugurée par la conférence de Helsinki et à la visite du général de Gaulle en Roumanie. La Bibliothèque française a pu ainsi continuer à rester ouverte jusqu'en 1989. Après la révolution roumaine, l'Institut Français sera à nouveau ouvert. Les temps modernes ne sauraient pas se construire autrement qu'avec le souvenir de sa présence historique en Roumanie.

CONCLUSION

La création, en 1924, de l'Institut Français de Hautes Etudes de Bucarest exprimait la volonté de la France de continuer le développement de sa Mission Universitaire en Roumanie, par un échange de professeurs et de jeunes chercheurs universitaires. Cette démarche émanait de la priorité de la politique culturelle du Quai d'Orsay, qui avait désigné l'Europe comme destination première de ses investissements, mais aussi de son intérêt plus spécifique au pays de l'Europe Centrale qui assuraient la stabilité dans la région, telle qu'elle avait été définie par les traités de paix.

En Roumanie, l'idée de l'Institut fut accueillie très favorablement, tant par l'opinion publique, que par le gouvernement. Constantin Angelesco, ministre de l'Instruction Publique à l'époque, avait désigné le français comme première langue étrangère en Roumanie, en appuyant fortement les initiatives de son enseignement et rayonnement.

Pendant les dix premières années de son existence, l'Institut Français avait accompli tous les objectifs qu'il s'était initialement donnés : des pensionnaires et des missionnaires français faisaient part de leurs découvertes, ainsi que de leurs méthodes de recherche devant le public roumain. Malgré les difficultés financières, la Mission Universitaire était maintenue avec les mêmes effectifs.

La crise économique mondiale, ainsi que l'évolution des alliances et la montée des nationalismes exigeaient une réorientation de la présence culturelle française à l'extérieur. L'Institut de Bucarest, déjà installé, pouvait répondre à ces priorités. Au fait, elles y étaient définies très clairement par son directeur Alphonse Dupront (1932–1941). Dans une perspective de rayonnement humaniste, Dupront avait pris de mesures pour que l'activité des professeurs français en Roumanie dépasse la salle de classe: des conférences et des centres d'études françaises étaient

organisés tant à Bucarest qu'en province, les voyages d'étude ou d'été en France constituaient un moyen préféré de récompenser les meilleurs élèves. Après 1935, quand la radio et le film documentaire sont devenus progressivement des moyens de propagande, le directeur de l'Institut ouvrait par ses conférences les projections les plus importantes à Bucarest.

La deuxième guerre mondiale allait effriter l'activité de l'Institut Français de Bucarest, dont la qualité de centre du rayonnement français en Roumanie venait à peine d'être rendue officielle, par l'accord culturel du 31 mars 1939.